

Le Parti communiste suisse

Autor(en): **Studer, Brigitte**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **9 (1993)**

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520170>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LE PARTI COMMUNISTE SUISSE

L'histoire du Parti communiste suisse (PCS) n'a encore guère retenu l'attention des chercheurs qui, au niveau international, se sont penchés sur le communisme. Seul Edward H. Carr lui a consacré un court chapitre¹. Numériquement, ce parti a occupé une place fort secondaire sur l'échiquier politique suisse. Mais, à l'échelle de l'Internationale, c'était, au début des années vingt, la onzième section, et même la neuvième, compte tenu du nombre de ses membres par rapport à la population nationale². Le replacer dans son contexte international ne devrait pas manquer de fournir une mine de renseignements, puisqu'il a apporté à l'Internationale communiste un soutien qu'il n'a cessé d'étendre à mesure que cette dernière entrait dans l'illégalité. Ainsi, nombreux sont les communistes allemands, italiens, autrichiens et même yougoslaves à avoir trouvé refuge en Suisse, le plus souvent sans autorisation légale. La revue du Komintern *Rundschau* a d'ailleurs déménagé à Bâle dans les années trente, alors que l'agence de presse RUNA (*Rundschau-Nachrichten-Agentur*) s'établissait à Zurich. Enfin, pendant la guerre civile espagnole, les réseaux de volontaires passaient souvent par le Jura suisse, ou par Genève ou Bâle. Mais au niveau national aussi, le PCS a joué un certain rôle, ne serait-ce qu'en provoquant la polarisation du mouvement ouvrier ainsi que de nombreuses réactions en-dehors de ce mouvement. A Bâle-Ville, son activité a ainsi permis d'établir dans les années trente un gouvernement à majorité de gauche. Cet aperçu de l'histoire du PCS, de sa fondation en 1921 à sa dissolution et à sa refonte sous le nom de Parti suisse du travail (PST) en 1943/1944, se base, pour les années trente, sur nos propres recherches³, la décennie précédente étant pratiquement seule à avoir fait l'objet d'études en Suisse.

Etat des sources

En 1981, Peter Stettler a fait oeuvre de pionnier en consacrant une étude à l'histoire du PCS, jusqu'alors négligée par les chercheurs étrangers au

¹ Edward H. Carr, *The Twilight of Comintern, 1930-1935*, Londres/Basingstoke, Macmillan Press, 1982, pp. 282-288.

² Calculs présentés au V^e Congrès de l'Internationale communiste, cités par Annie Kriegel, «La III^e Internationale», in: Jacques Droz (éd.), *Histoire générale du socialisme*, vol. III, Paris, PUF, 1977, pp. 108-109.

³ L'auteur écrit une thèse sur les relations du PCS avec l'Internationale communiste dans les années 30. Elle est aussi la rédactrice scientifique de la publication du tome V des *Archives de Jules Humbert-Droz* (à paraître prochainement).

Parti⁴. Seules les années de gestation et les premiers temps après la fondation avaient donné lieu à de rares travaux universitaires⁵. Ce vide laissait donc toute latitude à une histoire officieuse dont un bref historique rédigé par Marino Bodenmann fournit l'un des premiers exemples significatifs. Ce petit ouvrage dû à la plume d'un ancien secrétaire du Parti fut publié au début des années 60 par les éditions du PST, nom que le Parti communiste suisse a gardé jusqu'à nos jours⁶. La commission historique du PST a également édité en 1981 un recueil de comptes rendus de livres, de souvenirs, de nécrologies et d'exposés historiques de qualité variable, extraits du journal du Parti *Vorwärts*⁷. En 1977, la section genevoise du PST a fait paraître quant à elle une brochure réunissant diverses contributions à un colloque qu'elle avait organisé sur le passé du mouvement ouvrier à Genève, et où l'autonomie présumée de la section locale du Parti avait fait l'objet d'une intéressante controverse⁸. Si ce sujet a si peu été travaillé, c'est aussi parce que les principales archives sont restées fermées jusqu'au début des années quatre-vingt⁹. Peter Stettler a été le premier à y accéder: son étude approfondie déjà citée se fonde sur les documents du PCS au sein des archives

⁴ Peter Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz, 1921-1931. Ein Beitrag zur schweizerischen Parteiforschung und zur Geschichte der schweizerischen Arbeiterbewegung im Rahmen der Kommunistischen Internationalen*, Berne, Francke Verlag, 1980.

⁵ Heinz Egger, *Die Entstehung der Kommunistischen Partei und des Kommunistischen Jugendverbandes der Schweiz*, Zurich, Genossenschaft Literaturvertrieb, 1952; Hans Ulrich Jost, *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz, 1914-1918*, Berne, Verlag Stämpfli, 1973; du même, *Die Altkommunisten. Linksradikalismus und Sozialismus in der Schweiz 1919-1921*, Frauenfeld/Stuttgart, Verlag Huber, 1977.

⁶ Marino Bodenmann, *Zum 40. Jahrestag der Gründung der Kommunistischen Partei der Schweiz*, Zurich, Verlag der Partei der Arbeit der Schweiz, 1961.

⁷ Commission historique du Parti Suisse du Travail (éd.): *Historische Kommission der Partei der Arbeit (Hrsg.), Zur Geschichte der kommunistischen Bewegung in der Schweiz. Ausgewählte Beiträge aus dem «Vorwärts» 1968-1980*, Zurich, Partei der Arbeit, 1981.

⁸ Karl Odermatt et al., *Histoire et politique. Sur le mouvement ouvrier à Genève*, éd. par le PST de Genève, Genève, Parti du Travail, 1977. Deux témoignages contradictoires sont particulièrement instructifs: d'après Neria Monetti, l'adoption de la tactique du front populaire et la collaboration avec les socialistes s'expliquent par la montée du fascisme et par le contexte genevois de l'époque; Marie-Madeleine Grounauer conteste quant à elle cette interprétation, estimant que dans ce cas le «besoin de nouvelles alliances politiques» serait apparu plusieurs années avant.

⁹ Mais peut-être encore à cause de la suspicion qui entourait toute recherche sur le «communisme». Une intervention politique eut ainsi lieu au Grand Conseil lorsque la faculté de philosophie de Zurich accepta la thèse de Heinz Egger, qui d'ailleurs évoluait dans la mouvance communiste. Dans ces circonstances, il n'est guère étonnant que les historiens intéressés par l'histoire du communisme en Suisse aient été souvent proches de l'idéologie du parti. Voilà désormais une dizaine d'années que les préventions sont tombées dans ce domaine.

fédérales. Ont également pu les consulter Willi Gerster, dont la thèse est centrée sur le mouvement ouvrier à Bâle de 1927 à 1932¹⁰, et Peter Huber, qui a traité la collaboration des deux partis de gauche PSS et PCS entre 1921 et 1935 au sein du front unique¹¹. Depuis lors, d'autres monographies sont parues dont les principales seront mentionnées par la suite.

Le PCS ne dispose pas d'archives officielles propres. Jules Humbert-Droz, qui a servi le Parti pendant des décennies, a réuni l'une des plus riches collections de sources sur le sujet, aujourd'hui recueillies à la bibliothèque de La Chaux-de-Fonds. Outre les documents déjà publiés sur l'activité de Jules Humbert-Droz en tant que secrétaire et agent du Komintern - comme il se définit lui-même -, ces archives regroupent quantité de documents datant de l'époque où il présidait le PCS¹²; c'est la source d'information la plus exhaustive sur l'histoire de ce parti dans les années trente. Pour la période qui va de 1921 au milieu de 1932, les Archives fédérales à Berne détiennent le fonds le plus confidentiel: le matériel saisi en 1932 par la police au secrétariat du PCS à Zurich¹³. Tout comme les archives de Jules Humbert-Droz, il est accessible au public. Il faut en revanche déposer une demande pour consulter les dossiers du Ministère public fédéral déposés aux Archives fédérales, mine de données se rapportant soit aux organisations soit aux personnes. Le matériel disponible sur les années trente est loin d'être aussi complet que celui fourni par les documents du PCS pour les années vingt. Mais un complément d'information peut désormais être glané à Moscou grâce à la récente ouverture des archives centrales du PCUS¹⁴. Le PST a fait copier les dossiers moscovites sur microfilms dont les rouleaux, remis au professeur André Lasserre, responsable des deux derniers ouvrages des

¹⁰ Willi Gerster, *Die Basler Arbeiterbewegung zur Zeit der Totalkonfrontation zwischen Sozialdemokraten und Kommunisten, 1927-1932. Von der Einheitsfrontpolitik zur Sozialfaschismustheorie*, Zurich, Rotpunktverlag, 1980.

¹¹ Peter Huber, *Kommunisten und Sozialdemokraten in der Schweiz 1918-1935. Der Streit um die Einheitsfront in der Zürcher und Basler Arbeiterbewegung*, Zurich, Limmat Verlag, 1986.

¹² Trois volumes sont déjà parus: Siegfried Bahne, *Origines et débuts des partis communistes des pays latins 1919-1923 (Archives de Jules Humbert-Droz, I)*, Dordrecht-Holland, Reidel Publishing Company, 1970; Siegfried Bahne et al., *Les partis communistes des pays latins et l'Internationale communiste dans les années 1923-1927 (Archives de Jules Humbert-Droz, II)*, Dordrecht-Holland, Reidel Publishing Company, 1983; Casto del Amo, Bernhard Bayerlein (éd.), *Les partis communistes et l'Internationale communiste dans les années 1928-1932 (Archives de Jules Humbert-Droz, III)*, Dordrecht, Boston, London, Kluwer Academic Publishers, 1988. Deux autres volumes sont actuellement sous presse, publiés sous la direction d'André Lasserre et rédigés par Bernhard Bayerlein et l'auteur.

¹³ Le fonds, qui comprend quatre cartons d'archives, se trouve sous la cote J. II. 94.

¹⁴ L'auteur a eu une première occasion de consulter le matériel relatif au PCS en juin 1990, puis une nouvelle fois en avril 1992. Depuis l'automne 1991, ces archives ont été rebaptisées *Rossijskij Centr chranenija i izucanija dokumentov novejszej istorii*

éditions Jules Humbert-Droz, et à l'auteur, sont déposés à la Bibliothèque universitaire de Lausanne. Quant à la période postérieure à 1938, à partir de 1940 notamment, elle est particulièrement pauvre en documents.

Le *Schweizerisches Wirtschaftsarchiv* à Bâle et le *Schweizerisches Sozialarchiv* à Zurich disposent de fonds plus réduits. La *Stiftung Studienbibliothek zur Geschichte der Arbeiterbewegung* à Zurich bénéficie de plusieurs legs dont certains n'ont pas encore été classés (notamment celui d'Alfred Hümbelin), ainsi que d'un petit nombre de documents sur le PCS et surtout sur le PST. Le fonds de Jean Vincent aux Archives fédérales¹⁵ et celui d'André Muret aux Archives cantonales vaudoises méritent également d'être mentionnés, ainsi que les quelques documents cédés par Emile Depierraz à l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (Fonds AEHMO, BCU Lausanne).

En ce qui concerne les témoignages sur cette époque, c'est à nouveau Jules Humbert-Droz qui nous fournit le plus complet. Les quatre volumes de ses *Mémoires*¹⁶ constituent, par le nombre d'années couvertes comme par la profusion d'événements évoqués, le compte rendu le plus riche qui puisse exister sur la vie d'un responsable ouvrier en Suisse. Toutefois, malgré les efforts manifestes de l'auteur pour donner à son oeuvre un caractère à la fois exhaustif et objectif, diverses questions demeurent ouvertes, à commencer par son attitude face à l'opposition interne au Komintern. De même, la question de ses liens avec les services de renseignement soviétiques au début de la Deuxième Guerre mondiale mériterait un traitement plus précis. Quant à l'avocat communiste genevois Jean Vincent, il a aussi rédigé de courts *Mémoires*¹⁷, qui offrent une peinture sur le vif, plus anecdotique que documentée, où s'exprime son ressentiment à l'égard du «renégat» Humbert-Droz. Il est difficile de croire que Jean Vincent n'ait pas plus de souvenirs à évoquer, lui qui a longtemps exercé une fonction dirigeante, d'abord dans sa section, puis au niveau national dès les années trente. Tout aussi brefs, les *Mémoires* du socialiste bâlois Max Wullschleger¹⁸, ancien conseiller d'Etat que sa fonction de rédacteur et de membre du bureau politique plaçait, dans les années trente, parmi les leaders du Parti, apportent

(*RCChIDNI*), c'est-à-dire «Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine», qui est libre d'accès.

¹⁵ Ce fonds est classé sous la cote J. II. 217, 1991/44.

¹⁶ Jules Humbert-Droz, *Mon évolution du tolstoïsme au communisme, 1891-1921*, Neuchâtel, La Baconnière, 1969; id., *De Lénine à Staline. Dix ans au service de l'Internationale communiste, 1921-1931*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971; id., *Dix ans de lutte antifasciste, 1931-1941*, Neuchâtel, La Baconnière, 1972; id., *Le couronnement d'une vie de combat, 1941-1971*, Neuchâtel, La Baconnière, 1973. (Le dernier tome a été rédigé par Jenny Humbert-Droz.)

¹⁷ Jean Vincent, *Raisons de vivre*, Genève, Edition de l'Aire, 1985.

¹⁸ Max Wullschleger, *Vom Revoluzzer zum Regierungsrat. Zeuge einer bewegten Zeit*, Bâle, Friedrich Reinhardt Verlag, 1989.

néanmoins plus d'informations. L'ouvrage de Karl Hofmaier¹⁹ est également instructif, bien que servant avant tout de justification à son auteur, secrétaire du PST destitué suite à un scandale financier, puis exclu du Parti en 1947. Karl Hofmaier observe toutefois la même discrétion que Max Wullschleger sur les luttes d'influence à l'intérieur du Parti.

Le témoignage de Paul Thalmann²⁰ est plus intéressant, notamment les chapitres consacrés à son séjour universitaire en Union soviétique, et au Parti communiste d'opposition (PCO) créé par Walther Bringolf à Schaffhouse. Ses souvenirs complètent, et parfois rectifient, ceux de Bringolf lui-même²¹. Adoptant d'emblée un point de vue critique, le médecin zurichois Fritz Brupbacher, qui soigna pauvres et ouvriers et fut exclu du Parti au début de 1933, a rédigé ses *Mémoires*, ainsi qu'un journal²² (non publié, mais déposé à Zurich au *Schweizerisches Sozialarchiv*). Marqués par l'anarcho-syndicalisme, ces documents abondent en réflexions caustiques sur l'*homo apparatus*.

Reste à citer les souvenirs de deux communistes actifs sur la scène locale. Si Theo Rutschi, membre de la section de Bâle-Campagne, met l'accent sur les années trente et la période de guerre pendant laquelle il diffusa des journaux clandestins, Ernst Illi, lui, consacre ses *Mémoires* au Parti communiste d'opposition - dont il fut à Schaffhouse l'un des instigateurs -, retraçant les événements au sein de cette organisation depuis sa fondation et dès 1935 au sein du PSS²³.

¹⁹ Karl Hofmaier, *Memoiren eines Schweizer Kommunisten, 1917-1947*, Zurich, Rotpunkt Verlag, 1978.

²⁰ Paul Thalmann, *Wo die Freiheit stirbt. Stationen eines politischen Kampfes* (Olten/Fribourg en Brisgau. Walter-Verlag, 1974). La deuxième édition complétée est parue sous le double nom de Clara et Paul Thalmann. L'édition française s'intitule: *Combats pour la liberté: Moscou-Madrid-Paris*, Paris/Quimperlé, Spartacus/Éditions de la Digitale, 1983.

²¹ Walther Bringolf, *Mein Leben. Weg und Umweg eines Schweizer Sozialdemokraten*, Zurich, Scherz, 1965. Tant les documents conservés à Moscou au Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine que ceux qui se trouvent aux Archives fédérales montrent que Bringolf hésita plus longtemps à quitter le Komintern qu'il ne voulut l'admettre rétrospectivement. A propos de la section de Schaffhouse et de sa scission en PCO, cf. Eduard Joos, *Parteien und Presse im Kanton Schaffhausen*, Thayngen/Schaffhausen, Schaffhauser Beiträge zur Geschichte, 1975, pp. 339-456.

²² Les divers volumes de ce journal sont recueillis dans le fonds de Fritz Brupbacher. Cf. également: Fritz Brupbacher, *60 Jahre Ketzer. Selbstbiographie*. «*Ich log so wenig als möglich*», postface de Karl Lang, Zurich, Verlagsgenossenschaft, 1973 (première édition: 1935) et sa biographie par Karl Lang, *Kritiker, Ketzer, Kämpfer. Das Leben des Arbeiterarztes Fritz Brupbacher*, Zurich, Limmat Verlag, 1976. Notons également que Brupbacher signa la préface de *Die dritte Front. Aufzeichnungen aus 15 Jahren proletarischer Jugendbewegung*, Berlin, Neuer Deutscher Verlag, 1930, le livre de souvenirs de Willi Münzenberg, autre futur pestiféré des communistes.

Enfin, mentionnons encore les souvenirs en deux volumes du Bâlois Friedrich (Fritz) Schneider²⁴. Bien qu'il n'ait fait partie que quelques mois du PCS, il a continué son activité politique au sein de la gauche socialiste et ses remarques sur les rapports entre les deux partis de gauche à Bâle ne manquent pas d'intérêt.

A propos de la périodisation

Parmi les mémorialistes, Jean Vincent est le seul à être resté à la tête du Parti de sa fondation en 1921 à sa refonte en 1943/1944 en Parti du Travail. Cependant, il n'en évoque ni les brusques revirements politiques ni les conflits internes, pas plus qu'il ne décrit la modification progressive de la base ou la recomposition fréquente et brutale des instances dirigeantes. Karl Hofmaier envisage lui aussi l'histoire du Parti dans une stricte continuité, ce qui n'étonne guère de la part d'un communiste aussi attaché à la politique du Komintern où les changements de ligne n'étaient pour ainsi dire jamais reconnus en tant que tels. Pour la recherche en revanche, il apparaît de manière évidente que l'histoire du PCS se découpe en périodes dont les césures sont constituées par les retournements tactiques souvent brusques du Komintern, qui semblent d'autant plus brutaux qu'ils entraînaient le revirement du PCS. En effet, comme tous les partis nationaux appartenant à l'Internationale communiste, le PCS a vu sa vie interne se «bolcheviser» dès le milieu des années vingt, et sa marge de manoeuvre diminuer au fur et à mesure que l'Internationale se «russifiait» et se «stalinisait»²⁵. Mais ce fait étant connu, nous n'y reviendrons pas dans le cadre de notre article²⁶. Ci-après nous nous interrogerons en revanche brièvement sur l'éventuelle singularité de l'évolution du PCS dans un cadre toujours plus rigide. Deux plans nous semblent pertinents: les relations entre le PCS et l'Internationale communiste d'une part et la position du PCS au sein du système politique suisse d'autre part.

²³ Theo Rutschi, *Ich höre ein Lied. Autobiografie*, hrsg. von Karl Lang und Hans-Ulrich Stauffer, Zurich, Unionsverlag, 1983. Ernst Illi, *Skizze meines Lebens*, Schaffhausen, Unionsdruckerei, 1979.

²⁴ Friedrich Schneider, *Hieronymus Roggenbachs Erlebnisse*, 2 volumes, Bâle, Volksdruckerei Verlag, 1943 et 1959.

²⁵ En 1927, le PCS se dota de statuts «bolcheviks». Cf. Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., pp. 61-92.

²⁶ De même, nous renoncerons à mentionner les travaux sur l'histoire du Komintern.

²⁷ Par la suite, nous reviendrons en détail sur le conflit qui opposa la section suisse au Komintern.

²⁸ A défaut de sources permettant d'établir de manière définitive les motifs ayant conduit à l'exclusion d'Humbert-Droz, nous avons formulé quelques hypothèses dans notre introduction au tome V des Archives de Jules Humbert-Droz.

²⁹ Cf. Charles Stirnimann, *Die ersten Jahre des «Roten Basel» 1935-1938*.

De 1928/1929 à 1932, le PCS contesta à plusieurs reprises la ligne politique de l'Internationale communiste. Ces conflits constituent l'aspect le plus intéressant de leurs rapports. Suite à l'intervention autoritaire du Komintern, la vieille garde du Parti fut destituée et sa direction modifiée à volonté jusqu'à ce qu'elle finisse par s'en tenir à une ligne strictement stalinienne²⁷. Jules Humbert-Droz, désigné comme l'opposant numéro un, fut le premier à faire les frais de cette lutte; ce n'est qu'après le Septième congrès mondial qu'il fut réhabilité et replacé à la direction du Parti. Une nouvelle intervention du Komintern après 1940 n'est pas exclue, mais les informations manquent sur cette éventuelle ingérence de la III^e Internationale dans les affaires du PCS, et sur ses circonstances. La forte centralisation du Komintern incite toutefois à s'interroger sur le rôle véritable de Karl Hofmaier; cet ancien prisonnier de Mussolini et émissaire du Komintern, revenu en Suisse en 1935, ne tarda pas en effet à se hisser parmi les responsables du Parti. Mais était-il vraiment à l'origine de l'éviction de son concurrent Jules Humbert-Droz - d'abord en 1942 du secrétariat, puis en 1943 du Parti lui-même?²⁸

L'évolution et les projets de l'Internationale communiste ont également influencé la place du PCS sur l'échiquier politique suisse. En schématisant quelque peu, on peut affirmer que le Parti s'est progressivement distancé du gros du mouvement ouvrier. Mais ce processus a connu certaines interruptions, notamment en 1935/1936, lorsqu'une collaboration au niveau local s'est dessinée ici et là avec le PSS, au point que les socialistes purent imposer un gouvernement de gauche à Bâle-Ville grâce au soutien communiste²⁹. Le canton de Genève constitue un cas particulier, puisque le Parti communiste y fut interdit en 1937, ce qui amena de nombreux militants à entrer dans les rangs socialistes. Mais ce phénomène ne fut que de courte durée. Sans compter que ses répercussions se sont limitées au niveau cantonal ou local du fait des différences régionales très marquées, que le fédéralisme suisse n'a fait que favoriser. Depuis sa fondation, le PCS a toujours été rejeté par les partis bourgeois. Dans les années trente, les efforts pour l'interdire se sont multipliés. Cet objectif, poursuivi avec une âpreté particulière par la droite bourgeoise et l'extrême-droite, fut atteint, après diverses mesures partielles, pendant la Deuxième Guerre mondiale. Fin 1940, le Parti se vit en effet interdire toute activité sur le plan national. Cet arrêté, prononcé en deux étapes par le Conseil fédéral, a constitué pour le PCS la plus grave rupture en vingt ans d'existence³⁰.

Zielsetzungen und Handlungsspielräume sozialdemokratischer Regierungspolitik im Spannungsfeld von bürgerlicher Opposition und linker Kritik, Bâle, Kommissionsverlag F. Reinhard AG, 1988.

³⁰ Les autorités fédérales prirent une première mesure anticomuniste en 1932, en interdisant toute participation à une organisation communiste. Les arrêtés du Conseil fédéral et le Code pénal suisse renforcèrent encore le dispositif de sécurité de l'Etat.

Les antécédents: l'adhésion à la Troisième Internationale

Sa neutralité pendant la Première guerre mondiale avait valu à la Suisse d'abriter d'importantes conférences socialistes internationales, notamment celle de Zimmerwald en 1915 et celle de Kienthal en 1916. Quelques membres du PSS qui, sur l'échiquier européen, était alors considéré comme à gauche, comptaient parmi leurs organisateurs³¹.

La détérioration de l'approvisionnement et la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs accentuèrent les tensions sociales pendant la seconde partie de la guerre. Manifestations, grèves et autres protestations se multiplièrent jusqu'à la grève générale de novembre 1918, qui imprégna durablement le climat politique en Suisse³².

La décision du Comité d'Olten - l'organe directeur de la grève - d'interrompre brutalement la grève générale de 1918 fut critiquée par de nombreux grévistes. La révolution russe et la conjoncture favorable de

Puis plusieurs cantons romands, ainsi qu'Uri et Schwyz, prononcèrent l'interdiction du Parti, ce qui n'entama toutefois guère sa vitalité: les sections cantonales concernées pouvaient se reporter sur d'autres cantons et surtout les bastions communistes de Bâle et de Zurich n'étaient pas touchés. Sur les mesures d'interdiction du parti communiste pendant la guerre, cf. Christian Gruber, *Die politischen Parteien der Schweiz im 2. Weltkrieg*, Vienne/Francfort sur le Main/Zurich, Europaverlag, 1966, pp. 199-221 et le *Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'activité antidémocratique exercée par des Suisses et des étrangers en relation avec la période de guerre de 1939 à 1945* (motion Boeslin), 3^e partie, in: *Feuille fédérale* 1946, n° 2, pp. 203-263. Pour un examen juridique de ces interdictions, cf. Erich Edwin Brunner, *Die Problematik der verfassungsrechtlichen Behandlung extremistischer Parteien in den westeuropäischen Verfassungsstaaten*, Zurich, Verlag P. G. Keller, 1965, et Ivo Zellweger, *Die strafrechtlichen Beschänkungen der politischen Meinungsäusserungsfreiheit (Propagandaverbote)*, Zurich, Schulthess Polygraphischer Verlag, 1975.

³¹ Cf. notamment à ce propos Yves Collart, *Le Parti communiste et l'Internationale 1914-1915. De l'union nationale à Zimmerwald*, Genève, Publications de l'Institut universitaire de Hautes Etudes Internationales n° 49, 1969, qui, comme son titre l'indique, s'arrête certes à la conférence de Zimmerwald, mais apporte une contribution fondamentale pour la compréhension du fonctionnement interne du PSS. Horst Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, 2 vol., La Hague, Den Haag, 1967, et Alfred E. Senn, *The Russian Revolution in Switzerland 1914-1917*, Madison/Milwaukee/Londres, The University of Wisconsin Press, 1971.

³² Cf. Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, [avec une postface de Hans-Ulrich Jost], Zurich, Chronos, 1988 et Gautschi, *Dokumente zum Landesstreik*, Zurich, Chronos, 1988; Marc Vuillemin et al., *La grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977. Markus Mattmüller, *Leonhard Ragaz und der religiöse Sozialismus. Eine Biographie*, 2 vol., Zurich, EVZ-Verlag, 1968. Sur la réaction des autorités suisses par rapport à la mission soviétique à Berne, cf. Alfred Erich Senn, *Diplomacy and Revolution. The Soviet Mission in Switzerland 1918*, Londres, University of Notre Dame Press, 1974. Quant aux répercussions sur les relations internationales de la Suisse et sur le climat politique dans le pays, cf. Hans Beat Kunz, *Weltrevolution und*

l'après-guerre eurent un effet dynamisant sur l'opposition ouvrière. Une aile gauche, de tendance bolchevique, se dessinait peu à peu au Parti socialiste. Elle commença à s'organiser sous l'impulsion de la nouvelle Internationale qui venait d'être créée. Ses sympathisants, jusqu'alors concentrés à Bâle et à Zurich, prirent contact avec la Suisse romande où la revue *Le Phare* de Jules Humbert-Droz servait notamment de centre de ralliement. Les relations avec les membres de l'«ancien PC»³³ (les militants aux tendances syndicalistes anarchisantes groupés autour de l'organe *Die Forderung* dirigé par Jakob Herzog et qui avaient fondé un premier Parti communiste suisse) s'intensifièrent également, mais les divergences fondamentales sur le programme à adopter retardèrent la fusion. De plus, la gauche du Parti socialiste décida de renoncer provisoirement à la scission après que les membres du parti avaient refusé, lors d'un premier vote et contre l'avis du congrès, de rejoindre la III^e Internationale. Les vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste, adoptées au Deuxième Congrès et formulées avec la participation active de Jules Humbert-Droz, l'un des deux délégués de la gauche suisse, accélérèrent nécessairement le cours des choses; les groupes proches des Bolcheviks obtinrent un délai de quatre mois pour se décider à adhérer à l'Internationale. En fait, ce choix ne concernait que la gauche du Parti socialiste, les deux autres groupes concernés, les membres de l'«ancien PC» et la Jeunesse socialiste suisse³⁴, ayant déjà donné leur aval un an auparavant. La participation - et donc la scission - avait certes été décidée précédemment à la conférence nationale d'Olten, mais restait à s'entendre sur une date et, par conséquent, sur le nombre de militants pouvant être convaincus de franchir ce pas. Le congrès qui se réunit à Berne du 10 au 12 décembre 1920 s'acheva sur un résultat réjouissant pour la gauche: la proposition Grimm³⁵ en faveur de l'adhésion à la III^e Internationale fut certes rejetée par 350 voix contre 213, mais une majorité de délégués avaient approuvé une action commune avec d'autres partis pour obtenir une révi-

Völkerbund. Die schweizerische Aussenpolitik unter dem Eindruck der bolschewistischen Bedrohung 1918-1923, Berne, Stämpfli, 1981.

³³ Cf. Jost, *Die Altkommunisten*, op. cit.

³⁴ Sous la houlette de Willi Münzenberg, cette organisation s'est vite radicalisée. Cf. Les Mémoires de Münzenberg, *Die dritte Front*. Les études sur les Jeunesses socialistes ou communistes sont rares, cf. Egger, *Die Entstehung der Kommunistischen Partei und des kommunistischen Jugendverbandes der Schweiz* et Jost, *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz*, op. cit., notamment pp. 7-65 et 173-184. Ces deux auteurs n'ayant traité que la période de guerre ou de l'immédiat après-guerre, les années 20-30 restent à étudier.

³⁵ A propos de Robert Grimm, cf. Adolf McCarthy, *Robert Grimm. Der schweizerische Revolutionär*, Berne/Stuttgart, Francke Verlag, 1989, et Christian Voigt, *Robert Grimm. Kämpfer, Arbeiterführer, Parlamentarier. Eine politische Biografie*, Berne, Zytglogge Verlag, 1980.

sion des vingt et une conditions d'adhésion. Dès lors, la gauche du parti comme les membres de l'ancien PC, qui, de l'extérieur, attendaient avec impatience les résultats de la conférence, estimèrent que les partisans de la III^e Internationale étaient plus nombreux que prévu. Mais ils durent revenir sur cette conclusion optimiste après le vote suivant, en janvier 1921, puisque seuls 8'777 membres du parti - soit un quart environ - et les seules sections cantonales de Bâle et de Schaffhouse se prononcèrent alors en faveur d'une participation.

La constitution - sur une base paritaire de représentants de l'«ancien Parti communiste» et de membres de la gauche socialiste - d'une commission du programme et d'une commission d'unification fut décidée immédiatement après ce vote. En sa qualité de représentant de l'Exécutif de l'Internationale, Jules Humbert-Droz fut chargé de les présider et de mener les négociations en vue de la fusion. Les questions de programme et de statuts figuraient à l'ordre du jour. Les thèses des membres de l'«ancien parti communiste» sur le parlementarisme et les Unions ouvrières furent abandonnées; les propositions des deux commissions furent approuvées à la majorité lors du premier congrès du Parti communiste unifié qui se tint les 5 et 6 mars 1921. La seule question litigieuse concernait l'attitude à adopter face aux syndicats. Avec trois membres à la direction, qui en comptait neuf, l'«ancien PC» était relativement bien représenté, puisque ses partisans ne dépassaient pas un sixième des effectifs³⁶.

Les rapports avec l'Internationale

Comme les dirigeants bolcheviks avaient été nombreux à passer leur exil, ou une partie de celui-ci, en Suisse, des liens personnels avaient déjà été tissés avant la création de la III^e Internationale. Rappelons ainsi les rapports amicaux, mais surtout politiques, que le Suisse Fritz Platten entretenait avec Lénine³⁷. Connu pour avoir dirigé une grève à Zurich³⁸, Platten, dont le portrait en chapeau noir et grand manteau ornait, semble-t-il, les murs de maints foyers ouvriers, fut du voyage qui, au printemps 1917, ramena les Russes au pays dans un prétendu «wagon plombé». Platten, l'un des chefs

³⁶ La «centrale restreinte», composée de cinq membres, obligés d'élire domicile à Bâle, comptait un représentant de l'«ancien PC», Willy Handschin, et quatre de la gauche du parti: Rosa Grimm, Hermann Kündig, Fritz Sulzbachner et Franz Welti, élu en même temps président du PCS. S'y ajoutaient quatre représentants d'autres régions, deux pour chacune des deux tendances: Humbert-Droz de La Chaux-de-Fonds et Platten de Zurich pour la gauche, Herzog de Zurich et Edwin Maag pour l'ancien PC.

³⁷ Cf. Willi Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, Zurich/Cologne, Benziger, 1973, en particulier la 2^e partie; Leonhard Hass, «Lenin an Platten. Ein Briefwechsel aus dem Jahr 1918» in: *Revue suisse d'histoire* 18 (1968), pp. 69-78; Alfred Erich Senn, «Die Schweiz als Asyl für russische Revolutionäre», in: *Schweizer Monatshefte* 56 (1976), pp. 693-698.

de file de la gauche socialiste, avait déjà approuvé à Kienthal la résolution des Bolcheviks; en tant que membre de la direction socialiste, il n'avait cessé d'intervenir dans ce sens; seul Suisse à avoir eu le droit de vote au congrès de fondation de l'Internationale communiste, il avait été élu au praesidium sur proposition de Lénine³⁹. En 1923/1924, il émigra avec un groupe assez important de Suisses en Union soviétique, où ils fondèrent une communauté agricole⁴⁰. Platten travailla ensuite pour le Secours ouvrier international et fut arrêté une première fois en 1937 puis fusillé dans un camp en 1942⁴¹.

Compte tenu de la taille minime du PCS, le nombre de Suisses à avoir travaillé pour l'appareil du Komintern est plutôt important. Jules Humbert-Droz, ancien pasteur neuchâtelois, est celui qui y a atteint l'échelon le plus élevé: responsable du secrétariat pour les pays latins, membre du comité exécutif de l'Internationale communiste, il a passé plus de dix ans au service du Komintern. Jusqu'à la fin des années vingt, quatre Suisses étaient formellement membres du comité exécutif de l'Internationale: Emil Arnold (depuis le 3^e Congrès), Fritz Wieser et Jules Humbert-Droz (après le 6^e Congrès), et Edgar Woog, alias Alfred Stirner, qui y avait toutefois été élu comme représentant du PC mexicain et qui siégea aussi un certain temps à la commission de contrôle internationale⁴².

Karl Hofmaier a lui aussi travaillé à un haut niveau au Komintern; emprisonné en Italie en 1927, il fut l'un des derniers Suisses à rejoindre l'Union soviétique au printemps 1939, où vivait d'ailleurs son frère Emil. Il faut encore mentionner Siegfried Bamatter, qui se hissa de l'Internationale communiste des jeunes au rang d'émissaire du Komintern, et ce même au sein de son propre parti. En 1929, il fut envoyé en Suisse en qualité de secrétaire politique du PCS, poste où il fut remplacé début 1932 par Humbert-Droz, et il rejoignit l'Union soviétique où il mourut en 1966, alors que son épouse, la Bâloise Lydia Dübi, qui travailla comme employée de bureau au Komintern et dont toute la famille en Suisse faisait partie du PCS, fut victime des «purgés» en 1938⁴³. En tout, il y eut environ cent

³⁸ En tant que secrétaire de l'union ouvrière zurichoise, il dirigea la grève générale locale de 1912.

³⁹ Une seconde représentante suisse, Leonie Kascher, membre de l'«ancien PC», n'y avait qu'une voix consultative.

⁴⁰ Cf. Barbara Schneider, *Schweizer Auswanderer in der Sowjetunion. Die Erlebnisse der Schweizer Kommunisten im revolutionären Russland (1924-1930)*, Schaffhausen, Buchverlag Schaffhauser AZ, 1985.

⁴¹ Pour plus de détails biographiques, nous nous permettons de renvoyer à deux notices de notre thèse consacrées aux 300 cadres du PCS dans les années 30.

⁴² Sur les membres des structures dirigeantes de l'Internationale communiste et ceux qui y ont été candidats, cf. Vilém Kahan, «The Communist International, 1919-1943. The Personnel of its Highest Bodies», in: *International Review of Social History*, XXI (1976), pp. 151-185.

vingt communistes suisses qui assumèrent une tâche d'organisation au sein de l'appareil du Komintern⁴⁴.

La proportion de Suisses au niveau de la direction n'a cessé de reculer pendant les années vingt au fur et à mesure que le PCS perdait de son influence au sein de l'Internationale. Alors que la section avait perdu une première fois en 1922 son siège au comité exécutif, elle n'y fut plus représentée dès le début des années trente, lorsque Fritz Wieser, qui déjà n'avait été élu qu'en 1928 devant les instances du PCS, fut forcé par le Komintern de se retirer et ne fut pas remplacé⁴⁵. Les multiples plaintes adressées plusieurs mois déjà avant le 6^e Congrès mondial par la direction du PCS à la centrale moscovite, qui n'y répondait pas ou alors de mauvaise grâce, montre bien le peu de cas que le comité exécutif faisait désormais de la section. Bodenmann, qui répéta ces griefs lors du Congrès, fit en outre savoir que le PCS n'était guère enchanté de l'évolution à gauche que connaissait le Komintern.

A première vue, la réaction du Komintern devant l'attitude de la section surprend d'autant plus par sa violence que jusqu'alors la III^e Internationale avait affiché son indifférence pour le PCS. Mais deux raisons expliquent avant tout ce sursaut: d'une part, le Komintern est intervenu au moment où le PCS est passé de la critique à l'opposition; d'autre part, il ne faut pas négliger que la section suisse représentait un soutien fondamental pour Humbert-Droz, principal opposant à la ligne stalinienne. Par ailleurs, il s'agissait de rappeler à l'ordre une section qui depuis un certain temps déjà se signalait par son esprit d'indépendance⁴⁶. Les deux lettres envoyées par le PCS au *praesidium* du comité exécutif en novembre 1928 ont servi de détonateur. La section s'y rangeait en effet aux critiques d'Humbert-Droz dans l'affaire Wittorf-Thälmann, désapprouvant les procédés et les mécanismes de décision en usage tant dans le parti allemand qu'au Komintern. Resté sans réponse, ce courrier fut suivi d'une nouvelle lettre en janvier 1929, où la direction du Parti se déclarait «en nette opposition avec les organes dirigeants du Komintern»⁴⁷. En réponse, le *praesidium* envoya un ultimatum à la mi-

⁴³ Malgré les appels répétés du PCS en 1931, le *Komintern* ne la laissa pas rentrer en Suisse.

⁴⁴ Selon les estimations que mon collègue Bernhard Bayerlein et moi-même n'avons pas encore publiées.

⁴⁵ Humbert-Droz n'y siégeait pas en tant que représentant du Parti suisse, mais en sa compétence personnelle de membre du comité exécutif.

⁴⁶ L'intervention du *Komintern* contre le PCS a été décrite par plusieurs auteurs, auxquels on se reportera pour plus de détails: Gerster, *Die Basler Arbeiterbewegung*, op. cit., pp. 155-197; Huber, *Kommunisten und Sozialdemokraten*, op. cit., pp. 213-245; Joos, *Parteien und Presse im Kanton Schaffhausen*, op. cit., pp. 398-439; Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., pp. 170-199, et Bernhard Bayerlein, «Introduction», in: *Archives de Jules Humbert-Droz*, tome III, pp. LIII-LVIII.

⁴⁷ Cette lettre se trouve aux Archives fédérales à Berne. Elle est reproduite dans Gerster, *Die Basler Arbeiterbewegung*, op. cit., pp. 166-167, et dans *Archives de Jules*

avril 1929, où il intimait au PCS l'ordre de changer momentanément son jugement sur le PSS, qu'il décrivait comme un parti non pas prolétaire mais bourgeois. Toutefois, sans attendre la prise de position du PCS, l'Internationale renforça sa pression en déléguant plusieurs émissaires⁴⁸ à la séance de la centrale élargie qui se réunit à la Pentecôte de 1929. L'ancienne direction fut destituée et la section suisse ainsi soumise aux dispositions du Komintern. Dans la «discussion» interne qui suivit, la Jeunesse fut sommée de revenir sur ses précédentes critiques vis-à-vis du PCS. Les cellules du Parti durent également s'expliquer dans ce sens. Mais ces rectificatifs ne suffirent pas au Komintern: le secrétariat politique rédigea, début 1930, une «lettre ouverte» au PCS que la presse du Parti fut obligée de publier⁴⁹. Y étaient stigmatisés la présence au sein du Parti d'«éléments de droite», c'est-à-dire Fritz Wieser et Franz Welti, qui devaient être «liquidés», le retard dans la réorganisation en cellules d'entreprise et de rue, ainsi que la place que gardait la théorie dite des «particularités historiques» de la Suisse; cette dernière, développée par Hermann Bobst, était taxée d'opportunisme⁵⁰.

Le Congrès du Parti qui suivit du 5 au 7 juin fut l'occasion d'un nouveau renversement des structures dirigeantes⁵¹, qui toucha même les rédacteurs, l'administrateur et les ouvriers de l'imprimerie. Les crises au niveau de la direction se succédèrent⁵². Après un nouveau changement, le Komintern finit par mander, pour une courte période, Jules Humbert-Droz à la

Humbert-Droz, tome II, pp. 425-427. Le PCS y regrettait également le limogeage de Boukharine annoncé par la «presse bourgeoise». Voici la traduction d'une remarque relative au discours de Staline condamnant Humbert-Droz devant le praesidium: «Ce discours n'est certainement pas une performance brillante du point de vue politique. Mais son ton est si mordant que cela fait peur. Car on parle ainsi de personnes qui n'appartiennent pas au mouvement communiste, et non des camarades qui exercent une position dirigeante à l'Internationale communiste.»

⁴⁸ Le service des recherches de l'inspectorat de la police bâloise a identifié l'un d'entre eux comme étant Arthur Dombrowsky-Lewin (Gerster, *Die Basler Arbeiterbewegung*, p. 347, note 9). Stettler mentionne également Julian Lenski (Leszszynski) et pense éventuellement que Richard Gyptner figurait aussi parmi les émissaires que les militants alémaniques appelaient moins respectueusement «Turkestaner» (i.e. «Türks», du TÜRKESTAN).

⁴⁹ Cette lettre date du 31 janvier 1930. Gerster, in: *Die Basler Arbeiterbewegung*, op. cit., p. 176, la date du 4 avril, jour, en fait, de sa publication dans la presse du Parti.

⁵⁰ Bobst fut exclu du Parti début 1932, après avoir entamé sa collaboration avec l'opposition de gauche. Cf. David Vogelsanger, *Trotzkismus in der Schweiz. Ein Beitrag zur Geschichte der Schweizer Arbeiterbewegung bis zum Zweiten Weltkrieg*, Zurich, Zentralstelle der Studentenschaft, 1986, pp. 72-91. Des documents sur ce sujet seront publiés dans le tome V des *Archives de Jules Humbert-Droz*.

⁵¹ L'ouvrier d'usine Theo Dunkel devait dès lors diriger le secrétariat politique avec Max Pfeiffer et Sigi Bamatter, envoyé pour ce faire d'Union soviétique.

⁵² Dunkel et Pfeiffer disparurent bientôt de la direction du Parti où Bodenmann refit au contraire son apparition. Stettler dresse la liste de tous les dirigeants du PCS pendant sa 1ère décennie dans *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., pp. 120-121. Pour

rescousse. L'intervention de l'émissaire du moment, Richard Gyptner, permit à Humbert-Droz de rester en Suisse. Fin 1931/début 1932, ce dernier constitua avec Robert Müller et Robert Krebs le nouveau secrétariat du Parti, organe qui avait été réorganisé cinq fois entre mai 1929 et décembre 1931.

Mais les choses ne s'arrêtèrent pas là: en juin 1932, le Cinquième Plénum du comité central du PCS avait approuvé à l'unanimité une résolution émanant de Jules Humbert-Droz, qui se distançait clairement de la vision habituelle faisant des socialistes de gauche l'«ennemi principal». Il s'en suivit une seconde intervention du Comité exécutif qui, lors de son Douzième Plénum, lança une campagne internationale contre l'«opportuniste de droite» Humbert-Droz⁵³. Le PCS eut à nouveau à organiser une «discussion de parti», qui non seulement conduisit à relever Jules Humbert-Droz de ses fonctions de dirigeant politique, mais contraignit aussi le nouveau conseiller national Emil Arnold à faire son autocritique. La direction du Parti fut confiée à l'électricien Robert Müller.

Pendant les années qui suivirent, les interventions du Comité exécutif n'eurent plus la même ampleur. Mais les attaques de l'Internationale communiste continuèrent longtemps à déployer leurs effets négatifs: le Parti avait pratiquement perdu tout prestige dans l'opinion publique⁵⁴; ce n'est qu'en 1935/1936 qu'il réussit, brièvement, à se rétablir quelque peu.

La structure et les bases d'organisation du Parti

Les membres

Le nouveau parti créé en 1921 pouvait compter au départ sur 104 sections et 6'356 membres. Mais, en juin 1922, son effectif s'était déjà réduit à 4'837 adhérents pour 88 sections selon le rapport présenté au 2^e Congrès du Parti. Le gros des militants, soit 70%, venait de Suisse alémanique, notamment des agglomérations industrielles de Zurich, Bâle et Schaffhouse. Les Romands étaient au nombre de 416 pour 9 sections. Quant aux groupes de langue italienne, leurs 210 membres se répartissaient en 17 sections⁵⁵. Ces chiffres sont néanmoins à manier avec précaution, la direction du Parti ayant eu tendance à les pousser vers le haut dans ses rapports au Comité

les années 1928-1930, cf. aussi *Archives de Jules Humbert-Droz*, tome III, p. 610; une liste pour les années trente sera publiée dans le tome 5.

⁵³ Des documents relatifs à ce conflit ont été publiés dans le tome III des *Archives de Jules Humbert-Droz*. D'autres figureront dans le volume consacré au PCS.

⁵⁴ De plus, le Parti avait perdu la section de Schaffhouse et quelques membres éminents de la section zurichoise, qui avaient constitué le PCO. A la même époque, une opposition de gauche s'était aussi formée, qui n'eut toutefois guère d'importance.

⁵⁵ Pour ces chiffres, cf. Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., p. 54 et Archives fédérales, Berne, dossier J. II. 94, vol. 1

⁵⁶ Chiffres du Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine, Moscou, 495, 91, no 16

exécutif de l'Internationale. Selon d'autres sources, les membres étaient au nombre de 4'000 en 1921, dont 300 femmes. Il faut toutefois ajouter 300 autres femmes issues de l'organisation féminine proche du Parti ainsi que 500 militants des Jeunesses communistes⁵⁶. En août 1922, Fritz Platten estimait à 3'500 le total des adhérents⁵⁷. Un panachage des chiffres à disposition permet d'établir des statistiques approximatives pour l'entre-deux-guerres, qui montrent le recul presque constant des effectifs, avec deux seules périodes d'expansion: en 1935/1936, puis pendant la Deuxième Guerre mondiale après l'interdiction du Parti (selon différents témoignages d'époque et non des preuves écrites, qui manquent complètement pour cette période d'illégalité, le PCS ayant préféré s'en passer pour des raisons de sécurité).

Tableau 1 - Les membres du PCS, 1921-1940

1921:	6'356 membres
1922:	5'400
1923:	4'500 à 4'800
1924:	6'300
1925:	4'000
1926:	4'000
1927:	3'500
1931:	2'200
1932:	1'900
1933:	1'700
1934:	1'650
1935:	1'900
1936:	1'800 à 2'300 ⁵⁸
1937:	2'200 ou 1'200 selon une autre source plus vraisemblable
1938:	quelques centaines
1940:	350 (?)

L'implantation régionale

La faible implantation du Parti en Suisse romande, où la scission s'est faite beaucoup plus à gauche, ne put jamais être compensée malgré plusieurs tentatives. Ainsi, la section genevoise - dirigée par Jean Vincent pendant tout l'entre-deux-guerres et même au-delà - oscillait entre 40 et 80 membres plus ou moins actifs, alors que ce canton citadin comptait environ 170'000 habitants. En comparaison, le parti socialiste regroupait autour du charismatique Léon Nicole entre 1'100 et 2'400 membres dans les années trente et recueillait les suffrages de plus de 30% de l'électorat, ce qui lui permit d'ailleurs de siéger au gouvernement genevois pendant trois ans⁵⁹.

⁵⁷ *Idem*, 495, 91 no 32

⁵⁸ A son 6^e Congrès, fin mai/début juin 1936, le Parti annonça 1800 membres, chiffre qui aurait passé à 2'300 à la fin de l'année.

Le poids du Parti était encore moindre dans les autres chefs-lieux romands comme Lausanne ou Neuchâtel où les sections ne fonctionnèrent et n'eurent de représentants officiels que de manière intermittente. En fait, ces groupes locaux dépendaient la plupart du temps de l'engagement d'un seul homme, comme à Lausanne où la section sommeilla jusqu'à ce qu'Emile Depierraz prenne avec un certain succès son destin en main au début des années trente.

Le centralisme démocratique à la base de l'organisation communiste n'empêchait pas les tensions entre sections romandes et alémaniques. Si la centrale de Bâle s'efforça d'abord de les désamorcer par des concessions au fédéralisme, elle fit de moins en moins cas des traditions suisses, considérées comme un «vestige bourgeois». Le secrétariat n'hésita donc pas à déclarer sèchement à la fin 1931 qu'il n'y avait pas de «comité central de Romandie», mais seulement un comité régional⁶⁰. Les sections tessinoises connurent le même genre de problèmes, à moindre échelle cependant, vu leurs effectifs réduits.

La presse

En 1921, Jules Humbert-Droz fut rappelé à Moscou, ce qui entraîna des répercussions négatives en Suisse romande, notamment pour la revue *Le Phare* dont la parution fut interrompue dès l'été. Elle fut remplacée par l'hebdomadaire *L'Avant-Garde* jusqu'à la fin 1922, mais pendant presque toute l'année 1923, les abonnés ne reçurent aucun journal. Ce n'est qu'en novembre 1923 que le *Drapeau rouge* prit sa succession; selon l'administratrice de l'époque, ce bimensuel n'était tiré qu'à quelques centaines d'exemplaires à la fin des années vingt⁶¹. Il ne devint hebdomadaire qu'en mars 1932, après plusieurs tentatives pour accélérer son rythme de parution.

La presse aussi se concentrait en Suisse alémanique; à preuve les trois quotidiens que le Parti y compta un certain temps, édités à Bâle, Zurich et Schaffhouse, les centres politiques et organisationnels du PCS. Riche d'une longue tradition, le *Basler Vorwärts*, acquis suite à la scission d'avec le PS, représentait le plus fort tirage, suivi du *Kämpfer* zurichois, puis du

⁵⁹ Cf. Marie-Madeleine Grounauer, *La Genève Rouge de Léon Nicole, 1933-1936*, Genève, Editions Adversaires, 1975 et Alex Spielmann, *L'aventure socialiste genevoise 1930-1936. De l'opposition à l'émeute, de l'émeute au pouvoir, du pouvoir à l'opposition*, Lausanne, Payot, 1981.

⁶⁰ Ce document sera publié dans le tome V des Archives de Jules Humbert-Droz.

⁶¹ Selon une conversation (du 30.4.1990) avec la communiste genevoise Jacqueline Zurbrugg (épouse de Jean Vincent jusqu'au milieu des années 30). Stettler, dans *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., p. 98, avance un tirage de 800 exemplaires en 1928.

Schaffhauser Arbeiterzeitung que le Parti perdit fin 1930 en faveur du PCO, le parti communiste d'opposition.

Entamée avec la perte du quotidien schaffhousois, la régression se poursuivit pendant toute la décennie, en tout cas jusqu'à la première année de guerre. La parution hebdomadaire du *Drapeau rouge* à partir de 1932 ne parvint guère à freiner ce processus. *La Lutte*, qui avait succédé au *Drapeau rouge* en mai 1934, interrompit même son activité en octobre 1937. Après le 6^e Congrès du Parti de Pentecôte 1936, les deux quotidiens alémaniques restants, le *Kämpfer* et le *Vorwärts* (comme s'appelait le *Basler Vorwärts* depuis septembre 1935), furent réunis en un seul organe intitulé *Freiheit*. Mais ce dernier fut interdit par le Conseil fédéral en décembre 1939. Le PCS perdit ainsi sa dernière tribune, puisque *Il Popolo* (le successeur de *Falce e Martello*) avait déjà cessé de paraître en juillet 1939.

Le tableau suivant, repris en partie de P. Stettler, donne un aperçu du tirage et du nombre d'abonnés de la presse communiste entre 1921 et 1940.

Tableau 2 - Tirages de la presse communiste

Année	Tirage total	<i>Basler Vorwärts</i>	<i>Kämpfer</i> ⁶²	<i>Schaff. Arb.Zeit</i>	<i>Drapeau Rouge</i> ⁶³	<i>Falce/martello</i> ⁶⁴	Membres du Parti
1922	14'000	5'300	3'900	2'400	1'350	1'000	5'300
1925	12'200	5'000	3'000	2'200	1'000	1'000	4'000
1928	11'200	4'800	2'600	2'000	800	1'000	3'000
1931	7'850	3'600	2'450	— ⁶⁵	800	1'000	2'200
1932	—	3'480	2'400	—	—	632	1'900
1933	—	3'180	2'700	—	—		1'700
1936	10'100	3'500	2'200	—	2'700	1'700	2'300
1937	10'900	6'500	6'500 ⁶⁶	—	2'800	1'600	2'200 ⁶⁷
1940							350

Outre les grands quotidiens et hebdomadaires régionaux et nationaux, les cellules, groupes et sections communistes vendaient et distribuait un

⁶² Le *Basler Vorwärts* et le *Kämpfer* furent réunis en un seul organe en 1936 intitulé *Freiheit*.

⁶³ Le *Drapeau Rouge* parut sous le nom de *La Lutte* à partir de 1934.

⁶⁴ *Falce e Martello* fut rebaptisé *Il Popolo* en 1936.

⁶⁵ A partir du 15 octobre 1930, le *Schaffhauser Arbeiterzeitung* fut l'organe officiel du PCO, dont la fondation à proprement parler date du 23 octobre.

⁶⁶ Ce tirage est celui de *Freiheit*, le quotidien de langue allemande issu de la fusion de *Vorwärts* et de *Kämpfer*.

⁶⁷ D'autres sources parlent de 1'200 membres en 1937.

nombre étonnamment élevé de petits journaux de quartier et d'entreprise sous forme, le plus souvent, de photocopiés A4. Généralement éphémères, ces feuilles, au contenu purement propagandiste, accompagnaient parfois le texte de croquis. Si l'on répertorie tous les périodiques parus entre 1930 et 1943/1944, on arrive au chiffre considérable d'environ 250 titres⁶⁸ légaux ou interdits, qui divergeaient énormément tant par leur contenu que par leur épaisseur et leur présentation. Il est impossible d'en déterminer le tirage qui dépendait largement du groupe-cible mais qui était forcément limité par la capacité des photocopieuses. Quoi qu'il en soit, l'influence communiste n'était pas liée au nombre de ses publications, car, au moment même où sa presse établie, c'est-à-dire les deux quotidiens *Basler Vorwärts* et *Kämpfer*, *Le Drapeau rouge* romand et le *Falce e Martello* italo-romand, connaissait un net recul de ses abonnés, les photocopiés se multiplièrent dans les entreprises et les quartiers. Comme la plupart n'étaient pas vendus mais distribués gratuitement, leurs destinataires étaient en règle générale moins proches du Parti que les abonnés.

Bien que la presse communiste fût diffusée sous le manteau dès 1940, le Parti ne renonça pas à l'un de ses derniers moyens de propagande, toute réunion publique ou privée lui étant désormais interdite. Les organisations communistes publièrent une quarantaine de titres pendant la guerre dont certains à un plus fort tirage qu'auparavant, mais ce à partir de l'été 1941 seulement. La plupart de ces organes illégaux étaient photocopiés; quelques-uns continuaient cependant à être imprimés, comme *Freiheit* qui, malgré son interdiction, a dû pratiquement atteindre les 3'000 exemplaires⁶⁹.

La participation aux élections et l'électorat du PCS

Le PCS participa à six campagnes nationales au cours des années 1920/1930⁷⁰. Même s'il est resté assez stable, hormis en 1939, le pourcentage de ses électeurs accuse une tendance à la baisse pendant ces deux décennies. Les deux reflux les plus marquants lors des élections au Conseil national de 1931 et de 1939, sur lesquelles nous reviendrons brièvement ci-après, reflètent la crise du Parti à ces dates.

⁶⁸ Leur liste, avec d'autres indications, sera publiée en annexe au tome V des *Archives de Jules Humbert-Droz*.

⁶⁹ Selon l'acte d'accusation contre Theo Rutschi, *Freiheit* aurait été imprimée illégalement à 3'150 exemplaires environ. Cf. Rutschi, *Ich höre ein Lied*, op. cit., pp. 201-205.

⁷⁰ Faute de place, nous n'évoquerons pas ici les élections locales. Pendant l'entre-deux-guerres, le PCS participa régulièrement à des élections dans les cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Zurich et dans celui de Schaffhouse jusqu'en 1930. Il ne se présenta en revanche qu'occasionnellement dans les cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel, Berne, Lucerne, St-Gall et du Tessin.

Tableau 3 - L'électorat du PCS pendant l'entre-deux-guerres dans le cadre des élections au Conseil national⁷¹

Année	Pourcentage	Nombre d'électeurs	Nombre de sièges
1922	1,8%	13'441	2
1925	2,0%	14'837	3
1928	1,8%	14'818	2
1931	1,5%	12'778	2
1935	1,4%	12'569	2
1939	- 72	7'964	

Le scrutin de 1931 se présentait sous un jour défavorable, et ce pour diverses raisons. L'intervention autoritaire de l'Internationale qui, en 1929, n'avait pas échappé à l'opinion publique, entachait toujours la réputation des communistes; le renversement brutal de toute la direction avait choqué les électeurs, et pas uniquement ceux qui ne suivaient la politique du Parti qu'en se ralliant aux déclarations et prises de position de certaines de ses personnalités; l'inquiétude, voire le mécontentement, qui agitaient la base du Parti étaient connus à l'extérieur. De plus, le secrétariat ne parvint pas à retrouver une composition stable avant l'automne 1931. Mais la peur de perdre un mandat incitait la nouvelle direction à faire des concessions. C'est ainsi qu'elle convainquit Franz Welti, militant de longue date et avocat bien en vue dans tous les cercles politiques, de se représenter. A Schaffhouse par contre, grâce à la forte personnalité de Walther Bringolf, le PCO ravit le second siège du PCS au Conseil national. Alors que les deux candidats du PC, qui s'appela dès lors «PC-Ligne», ne recueillaient ensemble que 263 maigres voix, Bringolf réussit, grâce au cumul, à s'attirer 6'407 voix, assurant aisément un siège à son nouveau parti. Il parvint même à ravir son mandat au deuxième parti bourgeois en devançant son candidat⁷³.

Le PCS devait, ou du moins pouvait, s'attendre à perdre son siège à Schaffhouse où pratiquement toute la section s'était détournée de lui pour le PCO. Par contre, bien qu'ayant axé sa campagne sur les cantons de Bâle et de Zurich, il fut le premier surpris de regagner son siège zurichois. Ce succès prouve qu'il avait réussi à surmonter la mauvaise impression laissée par son précédent représentant, Fritz Beck, apparemment dépassé par les obligations de sa fonction. De plus, l'électorat avait apprécié le fait que la direction de la section zurichoise ne semblait plus aussi divisée que trois ans auparavant. Dans les huit autres cantons où il se présentait, le Parti

⁷¹ Source: *Annuaire statistique suisse*, Berne 1923-1940.

⁷² Moins d'un pour cent.

⁷³ Cf. Joos, *Parteien und Presse im Kanton Schaffhausen*, op. cit., pp. 440-442.

n'espérait d'emblée aucun siège, mais la campagne électorale était destinée à lutter contre les socialistes de gauche, ce dont ne se privèrent pas les orateurs communistes.

En octobre 1939, le PCS concentra à nouveau ses attaques sur le PSS. Il avait pourtant entamé la précédente législature en refaisant pour la première fois depuis 1922 liste commune avec ce parti⁷⁴. Mais, à l'automne 1939, la situation était radicalement différente; Léon Nicole avait déjà été exclu du PSS en septembre, après avoir salué le pacte de non-agression germano-soviétique comme la majorité des membres des partis cantonaux de Genève et de Vaud. Le PS refusa de poursuivre la collaboration parlementaire avec les communistes à Bâle-Ville, où il avait obtenu une majorité gouvernementale en 1935 grâce à leur soutien. D'ailleurs, les socialistes n'étaient pas seuls à se détourner du PCS. Attaqué de toutes parts, le Parti se vit interdire toute intervention officielle dans plusieurs cantons; la pression s'accrut: arrestations, interdictions de distribuer des tracts, confiscation d'un numéro de *Freiheit* peu avant les élections. Sans oublier les problèmes financiers; les lecteurs furent de plus en plus sollicités à partir de septembre; on leur demandait d'inciter leurs connaissances à s'abonner, d'acheter auprès des annonceurs, de signer des parts et même de faire des dons. Mais le Parti fut surtout confronté à la réaction de l'opinion publique quand il soutint la «politique de paix soviétique» qui, selon lui, avait «porté un coup décisif» à l'«axe de guerre des puissances antikomintern». C'est la cause la plus évidente de l'échec du Parti aux élections - il avait en effet perdu ses deux sièges. Marino Bodenmann, rédacteur de *Freiheit* et conseiller national sortant, ne la mentionna aucunement. Plutôt que d'admettre la part de responsabilité du PCS, il en fit la victime de circonstances adverses, invoquant la mobilisation de nombreux membres (qui touchait également les autres partis), les persécutions, chicanes et autres calomnies auxquelles le Parti aurait été seul en butte, ainsi que l'absence totale de subventions, même syndicales.

L'influence communiste sur les syndicats

Après la scission des communistes du PSS, l'Union syndicale suisse (USS)⁷⁵, elle-même ébranlée par des querelles intestines, ne tarda pas à prendre des mesures contre l'opposition qui divisait ses propres rangs. Elle

⁷⁴ Comme lors des élections de 1922 au Conseil national, le PSS n'accepta l'offre communiste que dans les cantons où le PCS avait un poids considérable. Sur les élections de 1922, cf. Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., pp. 324-329; sur celles de 1935, cf. Huber, *Kommunisten und Sozialdemokraten in der Schweiz*, op. cit., pp. 447-455.

⁷⁵ Aucune étude satisfaisante ne dresse l'historique complet de cette organisation. En revanche, pour la décennie suivant la grève générale, on peut se reporter à: Bernard

réagit notamment avec vigueur à la création de cellules communistes et, à la fin des années vingt, s'était déjà totalement distancée du PCS.

Toutefois, en 1920, l'opposition interne au syndicat pouvait encore compter sur un large soutien, qui s'exprima clairement lors du dernier congrès avant la scission du PSS où l'opposition obtint 92 voix contre 136 à la direction du syndicat. Le conflit portait sur des questions de tactique, mais l'opposition ne présenta pas une, mais deux options. Celle des conseils ouvriers passa cependant bientôt au second plan. La majorité du nouveau Parti communiste se montra absolument intransigeante sur cette question où elle ne fit aucune concession aux membres de l'«ancien PC» et prit clairement parti pour le projet d'une organisation unitaire de toutes les forces de gauche, politique autant que syndicale. D'ailleurs, le principal avocat de cette idée, le Bâlois Friedrich Schneider, adhéra pour un certain temps au PCS.

Par sa lettre ouverte sur le front unique des prolétaires, le PCS optait dès avril 1921 pour une autre tactique encore. Il s'agissait de maintenir en place les organisations, partis et syndicats, mais, pour certaines campagnes politiques, de faire momentanément front commun «dans l'intérêt de la lutte des classes». Quoique la proposition communiste fût plutôt bien accueillie, puisque sept des dix-huit organisations regroupées au sein de l'USS répondirent à l'invitation, elle se heurta finalement à la résistance de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers, ainsi que de la Fédération des cheminots, qui représentaient ensemble plus de la moitié des membres de l'USS⁷⁶. L'Union syndicale en tant que telle et le PSS refusèrent également de participer.

L'initiative du PCS en faveur du front unique fut certes fort louée par l'Internationale⁷⁷, mais comme elle contraignait les membres communistes du syndicat de créer des cellules, elle fut rejetée par les membres des organisations ouvrières suisses et même quelques militants du Parti, qui perdit

Degen, *Abschied vom Klassenkampf. Die partielle Integration der Schweizerischen Gewerkschaftsbewegung zwischen Landesstreik und Weltwirtschaftskrise (1918-1929)*, Bâle/Francfort sur le Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991.

⁷⁶ Plusieurs travaux sont consacrés aux divisions politiques que les communistes provoquèrent à l'USS. Cf. Bernard Degen, *Richtungskämpfe im Schweizerischen Gewerkschaftsbund. Zur Organisationsdebatte zwischen Landesstreik und Lausanner Kongress, 1918-1924*, Zurich, Verlag Reihe W, 1980; Clive Loertscher, *Le Parti communiste suisse et les syndicats 1920-1921*, préface de Marc Vuillemin, Lausanne, Mémoires et documents de l'Institut de science politique, Lausanne, 1977. Le thème a également été traité par Markus Bolliger, *Die Basler Arbeiterbewegung im Zeitalter des Ersten Weltkrieges und der Spaltung der Sozialdemokratischen Partei*, Bâle, Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, 1970, pp. 323-338; et par Huber, *Kommunisten und Sozialdemokraten in der Schweiz 1918-1935*, op. cit., pp. 27-101, et Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., pp. 389-394.

⁷⁷ L'Internationale communiste ne publia les thèses sur la tactique du front unique que le 18 décembre 1921 (cf. *Die Kommunistische Internationale*, n° 20).

alors plusieurs éminents syndicalistes bâlois et zurichois. Le nombre d'adhérents commença aussi à refluer. La dépression avait commencé en 1921, et avec elle le chômage; quantité de syndicalistes qui avaient rejoint l'opposition lors de la grande vague de l'immédiat après-guerre se retirèrent, désenchantés. Le défaitisme ambiant fut renforcé par l'incapacité des communistes à concrétiser leurs propos. Le congrès extraordinaire qui réunit le syndicat en 1922 confirma la perte d'influence du PCS. L'idée du front unique avait été abandonnée. De même, la motion du Cartel syndical bâlois, dominé par les communistes, voulant contraindre l'USS à mettre en place une direction centrale pour les futures mesures de lutte, fut rejetée par 181 voix contre 30. Fin 1922, le PCS prétendait malgré tout pouvoir compter sur les quelque 43'000 partisans de l'Opposition syndicale révolutionnaire (OSR), pourtant à peine structurée. Trois ans après, il devait reconnaître que ce nombre ne dépassait pas 20'000⁷⁸.

En 1927, l'USS radia de ses statuts l'article sur la lutte des classes, ce qui ne manqua pas de provoquer une vive opposition parmi les délégués communistes au congrès. La même année, le PCS connût un autre revers syndical. Le Parti lança un référendum contre la nouvelle loi fédérale sur les fonctionnaires, approuvée par l'USS. Sur ce, le Cartel syndical bâlois, dominé par les communistes et donc favorable au référendum, fut exclu de l'USS, privant le PCS de son principal soutien à l'intérieur du syndicat. Le référendum ne passa pas⁷⁹, ce qui démontre la faible influence politique du PCS dans le milieu ouvrier.

Le PCS connût deux autres échecs quand, en février 1928, l'USS exclut la fédération ouvrière de Schaffhouse à tendance majoritairement communiste et quand, au congrès syndical d'octobre 1930, la direction de l'USS décréta l'exclusion de la Fédération des ouvriers du vêtement, du cuir et de l'équipement, qui avaient élu le communiste Hermann Bobst au poste de secrétaire⁸⁰.

Au début des années trente, le bilan était de toute évidence négatif pour les communistes. Leur position était particulièrement compromise au sein du comité de l'USS où tous les cartels et associations étaient représentés. Le retrait de syndicalistes renommés, puis l'exclusion des fédérations et des cartels à majorité communiste avaient peu à peu privé le Parti de son influence, au point qu'en 1930 il ne pouvait plus compter sur la moindre voix alors qu'à l'origine, sur les dix-sept délégués au comité, huit le représentaient.

⁷⁸ Cf. Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., p. 397. - Le nombre total de syndiqués se montait à 154'692 en 1922.

⁷⁹ Cf. Gerster, *Die Basler Arbeiterbewegung* pour une étude détaillée du conflit avec le cartel syndical bâlois. Cf. aussi Huber, *Kommunisten und Sozialdemokraten*, op. cit., pp. 187-191 et Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., pp. 399-410.

⁸⁰ *Protokoll Gewerkschaftskongress in Luzern*, 18./19. 10. 1930; Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., pp. 413.

En prenant en main le développement de l'OSR, les communistes se consacrèrent davantage aux entreprises qu'aux syndicats, mais sans le succès escompté. Ainsi, les plaintes des ouvriers, qui craignaient de perdre leur place de travail en s'engageant pour l'OSR, ne cessèrent d'affluer jusqu'à sa dissolution en 1936. Certes, en 1931, la Suisse était encore en grande partie épargnée par la crise économique. Mais les réserves émises par le personnel des industries n'étaient pas sans fondement. La structure décentralisée de l'économie suisse exposait les activistes à l'étroite surveillance des entreprises, un problème que connaissaient d'ailleurs aussi les syndicats. Et lorsque la crise toucha de plein fouet le pays dès 1932, la peur du chômage ne fit que s'accroître⁸¹.

La direction nationale de l'OSR fut constituée le 9 août 1931 à Bâle, qui demeura le siège du secrétariat jusqu'à ce que ce dernier fut déplacé à Zurich avec celui du PCS au début de 1932. C'est d'abord l'ancien communiste Jakob Herzog qui prit les rênes du secrétariat. Après son décès des suites d'un accident, c'est l'insubmersible Marino Bodenmann qui assumait cette responsabilité. Le Valaisan, qui parallèlement était aussi rédacteur au *Rote Gewerkschafter*, exposa les objectifs de l'OSR dans une brochure publiée le 1^{er} mai 1932⁸².

Il y expliquait l'organisation complexe de l'OSR, structure qui ne put cependant jamais être totalement réalisée (même approximativement) au cours des années qui suivirent. L'OSR se fixait ainsi un double but: d'une part, elle voulait regrouper «tous les travailleurs» - syndiqués ou non, chômeurs ou en activité, communistes, socialistes ou chrétiens, femmes ou hommes, adultes ou jeunes; d'autre part, elle voulait aussi constituer des groupes d'opposition dans les syndicats «adverses» - un second but qui s'avéra particulièrement irréaliste puisque un nombre considérable de ses membres n'appartenait pas ou plus à l'USS. En effet, un rapport d'organisation établissait en 1932 que seuls 351 membres de la section zurichoise du PCS étaient syndiqués, alors que 117 hommes et 64 femmes ne l'étaient pas. Sans oublier que les chômeurs ne cessaient de grossir les rangs du Parti, comme à Zurich où ils constituaient déjà un dixième des membres en 1932⁸³.

⁸¹ Le nombre de jours de grève est révélateur: 73'975 pour 1931, 159'154 pour 1932, 69'065 pour 1933, 33'309 pour 1934 et encore 15'153 au point le plus bas, en 1935 [Office fédéral de l'Industrie, des arts et métiers et du travail (éd.), *Ergebnisse der schweizerischen Sozialstatistik*, Berne, Département fédéral de l'économie 1932, p. 201; Office fédéral de l'Industrie, des arts et métiers et du travail (éd.), *Manuel de statistique sociale, 1932-1971*, Berne, Feuille officielle suisse du commerce, 1973, p. 80.]

⁸² *Gegen Lohnraub, für Arbeit und Brot! Kämpft die RGO Schweiz. Was sie ist und sie will*, Bâle, Genossenschafts-Buchdruckerei, 1932.

⁸³ Sur un total de 532 membres zurichois. En 1929, ils étaient encore 86 hommes et 68 femmes à ne pas être syndiqués sur un total de 624 membres. Cf. *Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine*, Moscou, 495, 91, no 180.

Nombre d'entre eux ne comprenaient d'ailleurs pas pourquoi ils auraient dû payer des cotisations aux «social-fascistes». La direction de l'OSR constata aussi à plusieurs reprises une forte «passivité» à «mettre en route le travail de fraction». Seuls les ouvriers du bâtiment et les traminots avaient fait les premiers pas dans ce sens. En tout, l'OSR comprenait fin 1931 6'500 membres au maximum d'après ses propres sources, et entre 4'000 et 5'000 seulement d'après le PCO. Les effectifs se concentraient de plus à Bâle, Zurich, et par moments Lausanne. Quoi qu'il en soit, jamais l'OSR ne parvint à menacer sérieusement la puissante USS, qui regroupait quelque 200'000 salariés.

L'OSR se sentit toutefois obligée de mener des «luttons économiques autonomes». Elle comptait même sur des «mouvements de grève massifs»⁸⁴, leurrée par les prévisions économiques et politiques de l'Internationale. Prisonnier de ses théories radicales basées sur l'imminence de la lutte des classes, le PCS ne parvint cependant qu'en de rares occasions à convaincre la classe ouvrière de faire la grève. Il fut particulièrement fier de celle des ouvriers de la chaussure à Brüttisellen en automne 1931, car il estimait avoir ainsi prouvé de manière irréfutable la justesse de sa tactique du «front unique à la base»⁸⁵. Certes, la grève ne fut pas menée contre l'USS, puisque la Fédération des ouvriers du vêtement, du cuir et de l'équipement communiste s'était pratiquement chargée de toute l'organisation; mais on interpréta assez librement la ligne de l'OSR, d'autant que grâce au Secours ouvrier international, quelques petits paysans avaient pu être convaincus de fournir des denrées alimentaires aux grévistes.

Une deuxième grève mérite d'être citée: celle organisée en 1932 par les monteurs en chauffage de Zurich en réaction à une menace de baisse des salaires. Son succès partiel donna à l'OSR l'occasion de dénoncer la «trahison» des «social-fascistes» puisque l'USS n'avait pas soutenu les mesures de lutte. Le PCS trouva une justification supplémentaire de sa politique lorsque le chef socialiste de la police zurichoise n'hésita pas à faire tirer sur les participants à une manifestation interdite de solidarité⁸⁶.

Bien qu'elle pût se targuer d'avoir parfois évité des baisses de salaire, l'OSR ne parvint pas à briser son isolement. Selon W. Gerster, elle ne faisait que réunir les groupes d'entreprise du Parti formés de membres et de sympathisants proches. Quand le PCS prononça la dissolution de l'OSR lors de son 6^e Congrès en 1936 et que les communistes tentèrent un retour à

⁸⁴ Cf. notamment le *Basler Vorwärts* du 17.3.1932.

⁸⁵ Sur les quatre principales grèves menées entre 1930 et 1933 par l'OSR, cf. Josef Wandeler, *Die KPS und die Wirtschaftskämpfe 1930-1933*, Zurich, Verlag Reihe W, 1978. Bien que les thèses de cet auteur soient sujettes à controverse, elles constituent néanmoins une précieuse source d'informations sur ces événements qui, sinon, n'ont guère été étudiés.

⁸⁶ Cf. la brochure communiste, *Die Blutnacht und der Monteurenstreik in Zürich, Juni 1932*, éd. par la direction nationale de l'OSR, Zurich, Genossenschafts-Buchdruckerei, 1932.

l'USS, les deux organisations syndicales s'étaient, sur certains points, tellement éloignées l'une de l'autre que, d'une part, plusieurs membres du PCS ne demandèrent même pas leur adhésion et que, d'autre part, plusieurs associations refusèrent les demandes de communistes assez connus, la fédération syndicale allant même jusqu'à publier une brochure contre les «manoeuvres en faveur d'un front unique» du PCS⁸⁷.

La faible présence communiste dans les syndicats fit que son influence y resta marginale même après l'intermède de l'OSR. Lorsqu'en 1937, la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers passa l'accord dit de la «paix du travail» avec l'association patronale de sa branche⁸⁸, elle s'attira la réprobation du PCS qui, pourtant, dut limiter ses protestations à sa propre presse et à une brochure éditée par ses soins⁸⁹; il ne parvint pas non plus à exploiter le mécontentement du personnel de plusieurs entreprises⁹⁰, ne comptant pour ainsi dire pas de cadres syndicaux.

Les organisations annexes

Le PCS acquit une grande partie de son influence grâce aux multiples organisations secondaires qu'il eut au fil des ans. Nous n'en mentionnerons que quelques-unes: le Secours rouge, le Secours ouvrier international, la milice ouvrière, les Amis de l'URSS, l'alliance antifasciste suisse, le comité national contre la guerre et le fascisme, les groupes d'étudiants marxistes. Les cours marxistes constituaient aussi un cadre de propagande et d'organisation idéal pour grossir les rangs communistes, de même que les organisations réservées à des groupes sociaux particuliers, comme les jeunes ou les femmes⁹¹.

Avant de revenir sur les Jeunesses communistes et les groupes de femmes, nous commencerons par étudier le Secours rouge, la plus importante, numériquement parlant, des deux oeuvres humanitaires mises en place

⁸⁷ Cf. Union syndicale suisse, *La vérité sur la tactique des communistes. Documents concernant la manoeuvre en faveur d'un «front unique»*, Berne, USS, 1936.

⁸⁸ Cf. e.a.: Geneviève Billeter, *Le pouvoir patronal. Les patrons des grandes entreprises suisses des métaux et des machines (1919-1939)*, Genève, Librairie Droz, 1985, particulièrement pp. 89-106.

⁸⁹ A la demande du Parti, Karl Hofmaier a écrit la brochure *Arbeitsfriede? Grundsätzliche Betrachtungen zum Abkommen in der schweizerischen Maschinen- und Metallindustrie und zur angestrebten «Neuorientierung» der schweizerischen Gewerkschaftsbewegung*, Bâle, Genossenschafts-Buchdruckerei, 1937.

⁹⁰ Cf. Rudolf Jaun, *Management und Arbeiterschaft. Verwissenschaftlichung, Amerikanisierung und Rationalisierung der Arbeitsverhältnisse in der Schweiz 1873-1959*, Zurich, Chronos Verlag, 1986, surtout pp. 272-284; cf. aussi Thomas Buomberger, *Kooperation statt Konfrontation. Die Winterthurer Arbeiterschaft während der Krisenzeit der 1930er Jahre*, Winterthur, Stadtbibliothek, 1985.

⁹¹ Les éditions et imprimeries jouèrent aussi un rôle important, ainsi que les diverses librairies appartenant au Parti ou l'agence de presse RUNA à Zurich.

pour les besoins du Parti. Le Secours rouge jouissait d'une grande popularité. Il exerça son action de manière plus suivie que la section suisse du Secours ouvrier, qui fut paralysée une année à peine après sa fondation en 1922 et ne reprit son activité qu'en 1930/1931. Certes, le Secours rouge suisse (SRS) connût également des difficultés après sa naissance en 1923, mais son travail se consolida dès la nomination définitive en avril 1926 de Willy Trostel au poste de secrétaire permanent rétribué dès lors par le Secours rouge international (SRI). Comme Trostel garda cette fonction jusqu'au début de la guerre, le SRS bénéficia d'une stabilité étonnante pour le Parti comme pour les autres organisations secondaires. A l'instar du Secours ouvrier, le Secours rouge s'efforçait d'apparaître politiquement neutre, raison qui explique le choix de l'«indépendant» Max Tobler en avril 1926 comme premier président. Celui-ci était néanmoins marié au médecin communiste Minna Tobler-Christinger et il entra même au Parti peu avant sa mort. L'obligation faite aux membres du PCS d'adhérer au Secours rouge ne respectait pas précisément cette volonté d'indépendance politique; même si tous ne s'y pliaient pas, cette directive garantissait néanmoins un minimum de fonds et de personnel à l'oeuvre d'entraide. En 1927, le Secours rouge comptait 75 % de communistes pour 4% seulement de socialistes. Le reste était composé d'indépendants dont la proportion, trois ans après, constituait semble-t-il la moitié, voire les deux tiers des membres selon les sections, alors que la proportion de représentants socialistes était devenue insignifiante.

Les membres individuels étaient au nombre de 5'200 en 1927 dont seulement 2'161 versaient leurs cotisations⁹². En 1933, la section suisse annonçait plus de 4'100 membres à Moscou sans préciser s'ils payaient tous leur dû⁹³. La direction regrettait «l'absence de cadres ayant une formation politique satisfaisante» et le travail insuffisant en Suisse italienne et romande, où Edouard Scherrer et Jean Vincent avaient pourtant été nommés responsables en 1931. Elle s'inquiétait aussi de la faible proportion de femmes, qui ne représentaient que 7% des effectifs en 1930, alors que les témoins de l'époque s'accordent à leur attribuer le gros du travail sur le terrain⁹⁴.

Depuis 1933, l'une des tâches principales du SRS consistait à soutenir concrètement les réfugiés politiques. La prise du pouvoir par le parti national-socialiste en Allemagne provoqua l'afflux en Suisse de communistes allemands et d'autres personnes persécutées pour raisons politiques.

⁹² Archives fédérales, Berne, J. II. 94, vol. 3.

⁹³ Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine, Moscou, 495, 91, no 190.

⁹⁴ Stettler, *op. cit.* pp. 440-448.

⁹⁵ Ces comptes furent saisis, avec d'autres documents, chez un instructeur du SRI, Gustav Gundelach, qui fut arrêté lors de la rafle du 10 septembre 1936, Archives fédérales, Berne, E4001 (B) 1970/187, vol. 3.

⁹⁶ Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine, Moscou, 539, 3, n° 1314.

Comme les autorités helvétiques montraient la plus grande réticence à accueillir des communistes, considérés comme agitateurs, ils furent nombreux à séjourner illégalement en Suisse et donc à vivre cachés, entretenus par leurs camarades.

D'après ses propres comptes, confisqués par la police fédérale en 1936⁹⁵, le SRS disposait en 1935 d'environ 45'000 francs à l'actif contre quelque 48'500 francs au passif. Les cotisations régulières et collectives fournissaient 21'000 francs. Une somme de 21'700 francs fut déclarée provenir des collectes, de la vente des insignes, imprimés et revues, ainsi que des dons et des parrainages. 3'700 francs devaient semble-t-il être versés au fonds d'entraide internationale; 25'000 auraient été consacrés au soutien aux émigrants et le reste à l'assistance juridique, à l'agitation et à la propagande, au matériel de bureau et autres frais administratifs.

Autre preuve de l'implication politique du Secours rouge: son soutien aux «émigrants», comme on appelait les réfugiés politiques dans la langue du Komintern⁹⁶, n'allait qu'à des communistes. Un rapport du SRS, daté du 10 avril 1934, mentionne que 86 personnes étaient alors à sa charge. En cherchant leurs liens avec le Parti, on constate que, hormis deux membres du *Sozialistische Arbeiterpartei* (Parti socialiste ouvrier allemand), tous ont milité au Parti communiste allemand, au Secours rouge allemand, au *Rotfrontkämpferbund* (Fédération des milices du front rouge) ou encore aux Jeunesses communistes. Chacun recevait trois francs par jour pour ses frais de logement, de nourriture, d'habillement et éventuellement de soins. Compte tenu du coût de la vie de l'époque, cette somme n'est guère élevée, mais les émigrants recevaient aussi un soutien en nature, que le SRS estima à 100'000 francs pour 1935.

Le Secours rouge fut bientôt dépassé par la tâche. En juillet 1932 déjà, Trostel écrivit à l'exécutif du SRI pour demander qu'un groupe plus important - à l'époque il s'agissait surtout de communistes italiens - émigre vers l'Union soviétique⁹⁷. Jusqu'à ce qu'éclate la guerre civile espagnole, provoquant semble-t-il le départ de quelques centaines de communistes italiens, allemands et autrichiens⁹⁸, le secrétaire du SRS réitéra plusieurs fois sa demande à Moscou. Mais il n'obtint que rarement gain de cause, car l'Union soviétique était en fait loin de pratiquer la politique d'asile libérale qu'elle vantait dans sa propagande⁹⁹.

⁹⁷ Cette lettre se trouve au Centre russe de conservation et d'études des documents d'histoire contemporaine, Moscou, 539, 3, no 1312.

⁹⁸ Cf. Hans Teubner, *Asylland Schweiz. Dokumentarischer Bericht über den Kampf emigrierter deutscher Kommunisten 1933-1945*, Francfort sur le Main, Röderberg-Verlag, 1975, donne des informations très complètes à ce sujet, tout en teintant les faits d'idéologie partisane.

⁹⁹ Cf. notamment la *Rundschau* no 3 de 1936. Sans compter que les rares élus n'y étaient pas, contrairement à ce qu'ils croyaient, à l'abri de persécutions politiques. Sur le sort des communistes allemands émigrés en Union soviétique, cf. Hermann Weber

Les communistes émigrés en Suisse étaient aussi dissuadés de s'annoncer à la police des étrangers par les dispositions du Komintern. Alors que les autorités fédérales leur interdisaient toute activité politique sous peine d'expulsion, l'Internationale les obligeait justement à remplir certaines tâches et leur assignait leur lieu de séjour. Seul un cas de force majeure leur ouvrait les portes de l'Union soviétique; l'extradition de Heinz Neuman en fut un.

Dès l'été 1933, les «émigrants» allemands mirent en place une «base frontalière», d'abord à Bâle puis à Zurich, qui releva de la «direction du secteur sud» après que la Conférence dite de Bruxelles eut modifié l'organisation du travail au PCA fin 1935. De Suisse, les émigrants allemands pourvoyaient le Sud de l'Allemagne en littérature communiste, maintenant le contact avec les groupes de résistance du PCA dans la zone sud et sud-ouest. Ils exerçaient en outre un rôle-clé par leur accès aux canaux de financement internationaux¹⁰⁰.

Les Jeunesses communistes

Constituées le 13 novembre 1920, soit avant le PCS, les Jeunesses communistes (JC) comptaient 2'500 membres. Mais pour différentes raisons, ce chiffre ne tarda pas à diminuer: d'une part, la crise économique avait éclaté en 1921; d'autre part, après avoir assumé un rôle d'avant-garde, l'association se vit de plus en plus réduite à exécuter les ordres du Parti et de l'Internationale; enfin, les membres devaient obligatoirement passer au Parti dès l'âge de 25 ans¹⁰¹. Leur nombre, qui avait fondu à 369 quatre ans après la fondation, ne put guère être relevé jusqu'à la fin des années trente. Contrairement à leurs homologues socialistes, qui vers la fin de la décennie précédente parvinrent à surmonter leur statut de groupuscule, les JC demeurèrent une secte.

Elles connurent néanmoins un léger redressement dans les années trente sous l'influence de la politique nationale et internationale. Ainsi, après que les soldats d'une école de recrue reçurent l'ordre de tirer sur les manifestants antifascistes réunis à Genève le 11 novembre 1932, provoquant le décès de 13 personnes, une vague d'antimilitarisme se propagea

«Weisse Flecken» in der Geschichte. Die KPD-Opfer der Stalinschen Säuberungen und ihre Rehabilitierung, Francfort sur le Main, ISP-Pocket, 1990. Une douzaine de communistes suisses furent aussi victimes de la terreur qui régnait à cette époque en Union soviétique.

¹⁰⁰ Cf. Teubner, *Asylland Schweiz*, op. cit.; Paul Meuter, *Ein Lebensbericht*, (manuscrit, 1989), en possession d'Hermann Wichers, auteur du mémoire, «Die Pflicht der Emigration ist es, sich in den Dienst der illegalen Gruppen zu stellen». *Deutsche Sozialisten im Schweizer Exil, 1933-1940*, Bâle, 1992 (non publié).

¹⁰¹ En 1921, elle aurait compté 1'750 membres (Bolliger, *Die Basler Arbeiterbewegung*, op. cit., p. 275, note 57).

parmi les jeunes de toute la Suisse¹⁰². Le PCS et les JC profitèrent de l'occasion pour commencer enfin, conformément aux ordres de l'Internationale, à se mobiliser contre le risque de guerre. En avril 1932, on reprochait encore aux communistes suisses d'être «passifs» et de penser que la Suisse pouvait être exclue des préparatifs de guerre internationaux à cause de sa petitesse. En automne 1934, le PCS lança un référendum, soutenu bien sûr activement par les rares membres des JC, contre la nouvelle organisation militaire visant à prolonger les écoles de recrues. Les Jeunesses socialistes, ainsi que quelques sections du PS, participèrent à la récolte de signatures. Comme il fallait s'y attendre, l'initiative communiste fut rejetée par la population, mais à une faible majorité. La plupart des voix contre la loi venaient des milieux ruraux conservateurs: il est probable que les paysans étaient les premiers à s'opposer à ce changement qui les aurait éloignés de leur ferme pendant plusieurs mois, ce qu'ils ne pouvaient pas se permettre, surtout en été. Pour le Parti et les jeunes, ce vote avait été profitable. Un peu partout, les Jeunesses communistes et socialistes avaient fait campagne commune, ce qui les avait rapprochées et incitées à entamer une coopération encore hésitante.

L'expérience française du Front populaire, où communistes et socialistes collaboraient, stimula les JC à lancer plusieurs appels aux jeunes socialistes. Lors de leur 6^e Congrès des 15/16 août 1936, soit quelques mois à peine après celui du Parti, les JC se donnèrent pour but de s'associer aux Jeunesses socialistes. Malgré le refus de l'organisation des jeunes catholiques, les deux organisations de jeunes renforcèrent leurs affinités dans le cadre des actions de solidarité en faveur des Républicains engagés dans la guerre civile en Espagne.

L'interdiction des organisations communistes dans les cantons de Neuchâtel, Vaud et Genève, obtenue en 1937 par les milieux de droite, avait poussé les communistes à adhérer aux organisations socialistes, notamment à Genève où le PS se situait très à gauche sous la direction de Léon Nicole. De plus, en 1938/1939, quelques membres dirigeants des Jeunesses socialistes rejoignirent dans la plus grande discrétion les rangs des JC ou s'en rapprochèrent après avoir suivi des cours donnés par des émigrants communistes allemands. A l'université de Zurich, les différents groupes d'étudiants de gauche s'étaient rapprochés jusqu'à la fusion, en novembre 1939, des Jeunesses communistes zurichoises et des Jeunesses

¹⁰² Sur cette intervention lourde de conséquences, cf. Spielmann, *L'aventure socialiste genevoise 1930-1936*, op. cit., pp. 167-315; un ouvrage se fondant sur une série de documentaires réalisés par la Télévision suisse romande: Claude Torracinta, Bernard Mermod, *Genève 1930-1939. Le temps des passions*, Genève, Tribune édition, 1978; et un opuscule militant: *Pour une histoire sans trous de mémoire. 60 ans après la fusillade du 9 novembre à Genève*, Genève, GSsA, 1992.

socialistes ainsi que des étudiants socialistes, fusion qui provoqua, quelques mois plus tard, la rupture avec le PSS¹⁰³.

Après que la défaite allemande de Stalingrad eut donné un nouveau tournant à la guerre, les nouvelles Jeunesses socialistes, qui se trouvaient en fait sous contrôle communiste, semblent avoir largement contribué par leurs effectifs à refondre le Parti communiste en Parti du Travail.

Les groupes de femmes

Dès les lendemains de la Première Guerre mondiale, les groupes de femmes du PSS se prononcèrent, comme les Jeunesses socialistes, en majorité pour la nouvelle Internationale. Dans ce cas aussi, la guerre avait servi de catalyseur: pacifisme et antimilitarisme teintaient les protestations contre la hausse des prix des denrées alimentaires et les bas salaires des femmes. Le taux d'organisation syndicale féminine ne tarda pas à grimper. A son plus bas, en 1915, l'USS ne comptait plus que 5'519 membres de sexe féminin (8,5%), mais ce nombre ne cessa d'augmenter jusqu'à 43'906 en 1919 (19,6%). Les femmes furent toutefois nombreuses à quitter les syndicats pendant les années de crise qui suivirent. L'évolution fut semblable au sein du Parti, qui en 1921, année de sa fondation, comptait un millier de femmes sur 6'500 membres. De 15,4%, un chiffre considérable par rapport aux autres partis nationaux, la proportion de femmes s'abaissa progressivement pour atteindre 12,5% en 1927. A cette date, le Parti ne regroupait plus que 3'200 adhérents dont 350 femmes. La situation n'était pas partout la même, tant s'en faut. Ainsi, la section genevoise ne comprenait à ses débuts que cinq femmes sur 300 membres environ, soit 1,6%. Même si, pour les autres villes, on ne dispose pas de décompte des effectifs en fonction des sexes, il ne fait aucun doute que la proportion de femmes y était supérieure¹⁰⁴. A Bâle, les statistiques du Parti donnent, pour 1934, le chiffre de 113 femmes sur 685 membres, soit dix fois plus que dans la cité de Calvin¹⁰⁵. Le Parti annonçait quant à lui 7% de femmes au niveau national en 1935¹⁰⁶.

Dans les années de fondation, les principales dirigeantes communistes venaient des villes de Zurich et de Bâle où s'était également constitué un groupe puissant de femmes socialistes¹⁰⁷. A Zurich, nous mentionnerons la

¹⁰³ Ces documents se trouvent au Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich (cote ar. 27.80.1); cf. aussi Teubner, *Exilland Schweiz*, op. cit., p. 61 et *Archives de Jules Humbert-Droz*, tome V.

¹⁰⁴ Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz*, op. cit., pp. 489/490.

¹⁰⁵ Archives fédérales, Berne, E4320 (B) 1, vol. 13.

¹⁰⁶ Effectifs du PCS, 10.2.1936, Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine, Moscou, 495, 12, n° 75.

¹⁰⁷ Sur les difficultés auxquelles étaient confrontées les femmes qui se lançaient alors dans la politique, cf. Brigitte Studer, «Rosa Grimm (1875-1955): Als Frau in der Politik und Arbeiterbewegung - Die Grenzen des weiblichen Geschlechts», in: Arbeitsgruppe

célèbre Rosa Bloch, qui décéda en 1922 déjà des suites d'une opération, ainsi que Mentona Moser, pionnière en Suisse du travail social et riche héritière qui fonda un foyer d'enfants en Union soviétique¹⁰⁸, Minna Tobler-Christinger, médecin qui chercha à améliorer la prévoyance médicale des femmes des milieux sociaux défavorisés. Et à Bâle Rosa Grimm, ex-femme du chef du parti socialiste, le Bernois Robert Grimm, et Marie Dübi, la seule à ne pas provenir d'un milieu bourgeois. Significativement, elle seule demeura l'une des responsables du travail féminin du PCS dans les années trente.

Jusqu'à ce que le Parti se dote de statuts «bolcheviks» en 1927, la commission d'agitation féminine était représentée officiellement à la centrale. Sur les neuf à douze membres que cette dernière comptait, il y eut un certain temps encore une autre femme. Dans la nouvelle structure instituée en 1927, ne siégeaient à chaque séance que deux à cinq femmes sur une quarantaine de dirigeants. Quant au Politbureau et au secrétariat du Parti, ils restèrent toujours exclusivement masculins.

Le PCS dut attendre le milieu des années trente pour publier un journal féminin en Suisse romande, alors que, du côté alémanique, le bimensuel *Die arbeitende Frau* avait complété la presse du Parti dès les années vingt. Cette feuille d'une dizaine de pages abordait les sujets les plus variés, notamment les questions de salaire féminin, mais aussi les problèmes des femmes au foyer et des mères de famille. Elle s'attaquait aussi régulièrement à la politique nationale et internationale, quand bien même les femmes suisses n'avaient pas encore le droit de vote, ce que les militantes communistes ne se faisaient d'ailleurs pas faute de dénoncer. Aucune des initiatives locales que le Parti lança sur le sujet n'eut cependant la moindre chance jusqu'à la fin des années cinquante¹⁰⁹, comme d'ailleurs celles des autres forces politiques (à commencer par le PSS et les organisations féminines que les communistes qualifiaient de bourgeoises). L'amélioration de la protection en cas de maternité et la création de crèches étaient deux autres revendications des groupes de femmes communistes dont *Die arbeitende Frau* se faisait l'écho. Alors que les rédactrices du journal dépeignaient fort positivement la situation des femmes et des enfants en Union soviétique, elles estimaient que, comparativement, les conditions étaient nettement plus mauvaises dans les pays capitalistes. Les seules critiques formulées contre l'Union soviétique s'élevèrent en 1936, lorsque l'avorte-

Frauengeschichte Basel (éd.), *Auf den Spuren weiblicher Vergangenheit (2). Beiträge der 4. Schweizerischen Historikerinnentagung*, Zurich, Chronos, 1988, pp. 163-182.

¹⁰⁸ Ses souvenirs sont parus chez un éditeur d'Allemagne de l'Est où elle a fini ses jours et chez un éditeur suisse: Mentona Moser, *Unter den Dächern von Morcote. Meine Lebensgeschichte*, postface de Ilse Schiel, Berlin-Est, Dietz-Verlag, 1985, et: *Ich habe gelebt*, postface de Roger N. Balsiger, Zurich, Limmat-Verlag, 1986.

¹⁰⁹ Les premiers cantons à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux femmes furent Genève le 1^{er} février 1959 et Neuchâtel le 27 septembre 1959. Et ce droit fut reconnu au niveau fédéral le 7 février 1971.

ment y fut à nouveau soumis à des poursuites pénales. Cette décision apparaissait comme doublement négative aux yeux des femmes communistes suisses, qui militaient pour l'avortement depuis des années en se référant à la pratique soviétique. Par ailleurs, le moment était particulièrement malvenu: depuis 1921, le PCS ne cessait de s'opposer dans les débats parlementaires et publics à l'introduction de mesures contre l'avortement dans le code pénal suisse¹¹⁰ qui devait être soumis au peuple deux ans plus tard.

Mais les protestations contre la décision soviétique ne devaient pas paraître dans *Die arbeitende Frau* qui venait en effet de disparaître. Les deux revues qui la remplacèrent dès la fin 1936, *Frauenwelt* et *Femmes en Suisse romande*, se présentaient sous un jour nouveau: davantage d'illustrations (dont quelques photographies), une mise en page plus aérée, des caractères plus modernes, en accord avec un style et un contenu différents.

Le langage et les expressions du PCS

Bien que l'année 1936 marqua le changement d'orientation politique du Parti, l'opinion publique de l'époque fut bien davantage frappée par les nouvelles formules qu'il employait et le nouveau jour sous lequel il cherchait à se présenter. Le PC n'en était pourtant pas à sa première rupture de ton: tant la bolchevisation que l'adoption de la ligne d'extrême-gauche après le VI^e Congrès mondial avaient peu à peu imposé de nouveaux concepts empruntés aux cultures russe ou allemande et jusqu'alors inusités en Suisse. Aucun autre parti ne connaissait en effet le «principe des cellules», le Politbureau ou autre «section d'organisation». D'anciennes désignations propres aux systèmes de référence des différents groupes du mouvement ouvrier suisse disparurent peu à peu. Toutefois, une analyse plus détaillée ferait sans doute apparaître que certains modes d'expression solidement ancrés dans la langue ou la culture régionale réussirent à se maintenir malgré l'uniformisation verbale.

Auparavant, chaque fois que le Parti avait redéfini son champ sémantique, il n'avait guère tenu compte des usages nationaux. Après avoir adopté officiellement la «tactique du front populaire», il s'efforça au contraire d'assimiler certaines expressions typiques de la politique et de la tradition suisse. Parallèlement, il évita soigneusement les références à la lutte des classes et le jargon russo-soviétique. L'«ouvrier» remplaça le «prolétaire», le «peuple» disparut et Guillaume Tell refit son apparition. Les communistes commencèrent à se réclamer de la fête nationale suisse, revendiquant le 1^{er} août pour le Parti et ceux qu'ils appelaient les vrais patriotes; la presse communiste informa même ses lecteurs qu'à l'origine le drapeau suisse

¹¹⁰ Ces premières mesures pénales, au niveau fédéral, furent adoptées par le Parlement en 1937, puis acceptées en votation populaire l'année suivante. Le Code pénal entra en vigueur en 1942. Même le PCS avait préconisé son acceptation.

n'avait pas de croix et qu'il était donc entièrement rouge. Il s'attira ainsi non seulement les moqueries et les railleries des autres forces politiques, mais provoqua également leur colère et leur indignation.

Cette volonté tardive d'intégration ne convainquit guère de la part d'un parti souvent considéré comme étant à la solde de Moscou, d'autant qu'au même moment la tolérance à son égard diminuait et que son interdiction semblait imminente. Dans le meilleur des cas, on estima qu'il effectuait un nouveau revirement tactique afin d'assurer son existence future. Bien qu'il utilisât un double système de référence - d'une part l'Union soviétique et l'Internationale et de l'autre le système politique suisse, basé sur le fédéralisme et le consensus - on ne pouvait croire que sa loyauté était également répartie et on le soupçonnait de faire pencher la balance du premier côté. La justesse de cette opinion fut d'ailleurs confirmée par un nouveau changement de cap dans les années 1939/1940 lorsque les communistes suisses s'alignèrent sur les manoeuvres tactiques de l'Union soviétique en matière de politique étrangère. Quoi qu'il en soit, le PCS ne pouvait pas faire totalement abstraction du système politique national s'il voulait s'y assurer une place. A plusieurs reprises, il essaya de tenir compte de la mentalité ouvrière suisse tout en cherchant à respecter les exigences du Komintern et à s'approcher du modèle soviétique. Un exemple illustre bien ce paradoxe: le culte de la personnalité. Comme l'écrit Max Wullschleger dans ses *Mémoires*: «Le Parti Communiste Suisse ne suivait qu'à contre-cœur et avec hésitation le culte voué à Staline, qui s'intensifia dans les années trente. Il pressentait que, vu sa modestie et son esprit critique, le prolétariat suisse ne pouvait y souscrire. A la direction, on considérait ce culte comme un héritage de l'ancien empire russe»¹¹¹.

Bon gré mal gré, le Parti fit la concession de fêter l'anniversaire de Staline en y consacrant de pleines pages dans sa presse. En novembre 1936, il alla jusqu'à tenter d'en faire de même avec son président. L'honneur revint ainsi à Jules Humbert-Droz qui depuis le VII^e Congrès mondial comptait à nouveau parmi les cadres internationaux et avait été reconfirmé officiellement et publiquement en tant que leader de la section suisse lors de son 6^e Congrès. Ses 25 ans d'activité politique au sein du mouvement ouvrier furent célébrés dans une petite brochure et par une fête publique, qui passa d'autant plus inaperçue qu'elle fut organisée à La Chaux-de-Fonds¹¹². Même les autres fonctionnaires du Parti ne semblent guère y avoir attaché d'importance. C'est du moins ce qui ressort de la remarque laconique que Willy Trostel ajouta à la fin d'une lettre à Humbert-Droz où il parlait de choses et d'autres: «A propos, félicitations pour ton quart de siècle de travail. Moi, j'ai déjà dépassé ce cap.»

¹¹¹ Traduit de Wullschleger, *Vom Revoluzzer zum Regierungsrat*, p. 75

¹¹² Il faut cependant ajouter que cette pratique n'était pas tout à fait étrangère au mouvement ouvrier local puisque les syndicats y recouraient aussi.

Conclusions

Après plus de vingt ans d'existence, le Komintern fut dissous en mai 1943. A peu près à la même époque, le PCS, alors interdit sur l'ensemble du territoire suisse, fusionnait avec la Fédération socialiste suisse de Léon Nicole, formation d'extrême-gauche à laquelle les communistes romands appartenaient depuis le début de la guerre. L'évolution du nouveau Parti du Travail, fondé en 1944, devait néanmoins montrer le peu de poids de l'ancien leader des socialistes de gauche, qui fut bientôt limogé par les cadres formés dans le système stalinien du Komintern.

Vu de l'extérieur, le mode de fonctionnement communiste l'emporta clairement au PST dans l'après-guerre sur tous les autres courants de gauche. Cette domination peut être considérée aujourd'hui comme le résultat d'un long processus. Pendant ses 22 ans d'existence, le PCS a cherché à combiner progressivement deux systèmes de référence diamétralement opposés. Pourtant, même si le contexte national fait partie intégrante de son histoire, on ne peut s'y limiter au risque de fausser la perspective.

Car l'autre pôle du système de référence communiste fut le bolchevisme de Lénine, vers lequel se tournèrent de leur plein gré les communistes suisses, à l'instar des autres sections de la III^e Internationale. Les liens au niveau politique, organisationnel et personnel¹¹³ qui en découlèrent devinrent de plus en plus contraignants, au point d'écraser la volonté d'indépendance manifestée au départ par les partis nationaux, qui perdirent leur autonomie de décision sous l'effet conjugué de la «bolchevisation», de la «russification» et enfin de la «stalinisation» du Komintern. Et le PCS n'a pas échappé à ce phénomène, même si sa normalisation s'est faite relativement tard.

Brigitte Studer

(trad. de l'allemand par Valérie Vittoz)

¹¹³ La nature de ces liens fait l'objet d'une contribution de l'auteur, «Le Parti communiste suisse et l'Internationale, 1931-1943. Quelques remarques quant à la nature de leur rapport», in: *Actes du colloque pour le Centenaire de Jules Humbert-Droz*, La Chaux-de-Fonds, Typoffsett Dynamic SA, 1992, pp. 241-259.